

sommaire

éditorial

Combats laïques en perspective | Patrice Dartevelle 3

dossier - Tourisme: d'autres ailleurs

Genèse et enjeux | Jean-Michel Decroly 5
Faut-il censurer les voyages immoraux? | Jacques Rifflet 7
Voyager autrement, vraiment? | Les rencontres de Stéphane Renard avec Marie-Paule Eskenazi et Paul Lorisognol 8
La télévision classe touriste | Fernand Letist 10
Le pèlerin échoué | Jean Sloover 12
À vélo dans l'Himalaya | Xavier De Schutter 14
Peyresq - Une autre manière de bronzer moins idiot | Philippe Grollet. ... 15

éthique

Cinq ans de dépénalisation de l'euthanasie | Jacqueline Herremans 18

europe

Sarkozy 1^{er}, prince de la Nouvelle Europe | Pascal Martin..... 18

monde

Que faire pour le Darfour? | Colette Braeckman 20
Congo - Le théâtre au service de l'espoir | Olivier Swingedau 22

humeur

Être, dire, montrer | Nadia Geerts..... 23

idées

Et pourquoi pas un bel avenir pour Bergson? | Michel Grodent 24

laïcité dans le monde

De la nécessité d'une laïcité effective au Cameroun
| Pierre Alex Mbom..... 26

sciences

Chemin des étoiles, chemin de liberté | André Koeckelenbergh 28

société

L'État de la réforme | Olivier Starquit 30

religion

Bouddhisme: moins une orthodoxie qu'une orthopraxie
| Xavier De Schutter..... 31
Image et caricature de Dieu | Patrice Dartevelle 32

culture

Les ouvertures du Wiels | Raymond Balau..... 33

agenda 34

Notre prochain dossier

Chaque chose en son temps... mais quel temps? Temps laïque, temps religieux, temps cyclique, temps linéaire, à chacun sa conception du temps qui file entre les doigts... Et dire qu'il y en a pour le tuer, malgré les échéances, pour rechercher celui qui est perdu, ou le considérer comme de l'argent... Et pourquoi ne pas vivre de l'air du temps? Ce sera notre dossier de l'été, pour prendre le temps...

En couverture:
© Dreamstime.

5

20

28

33

Combats laïques
en perspective

La situation politique dans plusieurs pays européens, dont la Belgique, menace d'évoluer négativement pour les objectifs laïques. Ce n'est certes pas la première fois. Les laïques en ont vu d'autres, mais mieux vaut analyser ce qui se trame et ce que sont les données des problèmes actuels.

Nicolas Sarkozy

La France a élu Nicolas Sarkozy comme président, un homme à l'ambition précoce et à l'inculture mal dissimulée¹. Sur d'autres plans, sa concurrente malheureuse ne l'était certes pas moins.

Ce que le nouvel élu pense en matière de religion ne peut que consterner les laïques. Pour lui, «*si la morale laïque porte elle aussi des valeurs, si elle est capable de transmettre le sens du bien et du mal, si elle peut aider nos jeunes à se construire, elle ne répond pas aux questions fondamentales de ce qu'il y a avant la vie et de ce qu'il y a après la mort*»².

Certes, chaque responsable politique peut avoir ses convictions intimes mais elles éclairent immanquablement le sens d'une action. De fait, Nicolas Sarkozy, dans son livre *La République et la religion*, publié en 2004, envisage de construire sur fonds publics des lieux de culte, spécialement pour les musulmans³. Nul doute, comme le dit Henri Pena-Ruiz, qu'il s'agit d'autre chose que d'un toilettage de la loi de 1905. La Fédération protestante de France emboîte le pas pour obtenir des aménagements à la loi de 1905⁴. N. Sarkozy aurait provisoirement gelé son projet.

Du point de vue des laïques belges, une modification de la loi ne relèverait pas forcément d'un outrage aux principes laïques, mais la modification de l'équilibre des relations entre Église/État en France dans un contexte hostile à la laïcité ne laisse rien présager de bon. N. Sarkozy voulait éviter que l'Arabie saoudite ne finance les mosquées, mais le piège se referme sur lui.

Les préoccupations des laïques ne se limitent évidemment pas à ce domaine. La question de la liberté de la presse est sensible pour nous. Le passé et le passif de Nicolas Sarkozy sont importants à cet égard. Après le licenciement du patron de *Paris Match* pour avoir publié une photo de Cécilia Sarkozy avec son amant, le *Journal du dimanche* a supprimé de ses colonnes un article sur la mine qu'affichait Cécilia le soir de l'élection de son mari⁵. Nicolas Sarkozy n'a pas lui-même les moyens de contrôle dont dispose Silvio Berlusconi sur l'audiovisuel, mais vu ses riches amitiés, on pourrait se rapprocher du *cavaliere*.

Le parti démocrate italien

L'Italie est secouée quotidiennement par le harcèlement du Vatican, de l'épiscopat et des prêtres à l'encontre du projet de loi reconnaissant d'autres formes d'union que le mariage hétérosexuel. En outre, la gauche italienne vient de se restructurer en un parti unique, le parti démocrate. C'est une bonne chose en soi pour le fonctionnement de

la démocratie. Le nouveau parti associe les ex-communistes des *Démocrates de gauche* et les démocrates-chrétiens de la *Marguerite*. Mais une partie des démocrates de gauche ne veut pas entendre parler de ce nouveau parti, sans doute pour des raisons de politique socioéconomique, mais aussi clairement à cause du manque du sens de laïcité du projet⁶.

Le texte du Manifeste pour un parti démocrate professe bien entendu le pluralisme mais bien des passages du texte portent la marque chrétienne de Romano Prodi.

Le Manifeste s'empresse de déclarer que la laïcité n'est pas une idéologie antireligieuse et, en une étonnante récupération, que «*les énergies morales qui prennent leurs sources dans l'expérience religieuse quand elles reconnaissent la valeur du pluralisme, représentent en fait selon nous un élément vital de la démocratie*». En bioéthique, cela ne va pas mieux: «*Selon nous la politique et la loi doivent intervenir avec prudence sur les thèmes qui ont à faire avec la science et la technique lorsqu'elles sont en relation avec la vie humaine, à son début, à sa fin et à sa reproduction*»⁷.

Nous ne souhaitons certes pas le modèle d'un parti laïque opposé à un parti chrétien, mais il est clair qu'en Italie, les laïques paient cher l'unité de la gauche.

Le 10 juin

Je ne connais évidemment pas les résultats des élections fédérales belges du 10 juin, mais il y a peu de chance que les sondages soient sensiblement démentis. À la Chambre, le CDH gagnerait 4 sièges en Wallonie (sur 44) et le CD&V 6 en Flandre (sur 72)⁸. Le bénéfice des élections de 1999 pour les partis laïques serait ainsi annulé. Celles-ci paraissent annoncer la fin de l'hégémonie sociale-chrétienne sur la Belgique, de l'immobilisme et du soutien au pilier catholique qu'elle impliquait. Le sablier s'inverse.

Je ne crois pas que ces retours de bâton pour les laïques soient réellement dus à un retour des religions. Le fond de la question est le comportement d'«*électeurs consommateurs*», qui est devenu la règle en Europe. Le citoyen (?) voit dans la politique un supermarché. Il choisit égoïstement dans les rayons des candidats, sans souci de logique, attiré par la politique spectacle. Il choisit même des produits contradictoires comme quand il met de la limonade pur sucre et du yogourt *light* dans le même chariot.

Le directeur général du Centre (français) de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, Robert Rochefort, conclut à propos des récentes élections présidentielles: «*L'électeur aujourd'hui était considéré comme un consommateur de valeurs. Jamais dans aucune autre présidentielle, la question du religieux n'avait été aussi présente dans les débats*»⁹.

Le combat pour la laïcité et la raison est plus que jamais d'actualité.

Patrice Dartevelle

1 Cf. *La Libre Belgique* du 8 mai 2007, d'après AFP et les propos assassins de Philippe Ridet dans *Le Monde* du 8 mai 2007 («Eux aussi ont fait gagner Sarkozy»).

2 *La Libre Belgique* du 8 mai 2007 citait *La Vie* du 5 avril 2007.

3 Cf. Henri Pena-Ruiz, Laïcité: questions à N. Sarkozy, *Le Monde* du 16 février 2007.

4 Cf. *Le Monde* du 26 avril 2007 et mon éditorial «La Loi de 1905», *Espace de Libertés*, décembre 2005.

5 Cf. *La Libre Belgique* du 15 mai 2007 «Politique et médias et revoilà Cécilia».

6 Cf. *Le Soir* des 21-22 avril 2007 et *Le Monde* du 4 mai 2007.

7 Manifesto per il Partito democratico, cf. www.diario.it/content/documents/dl000148.manifesto.partitodemocratico.pdf

8 *Le Soir* du 8 mai 2007.

9 *Le Monde* des 6-7 mai 2007.

TOURISME: D'AUTRES AILLEURS

Sortir du tourisme marchand, opposer à l'offre touristique globale et standardisée une autre approche, plus respectueuse des gens et des lieux. Élargir son horizon, certes, mais pas au mépris de la sauvegarde des patrimoines social, culturel, environnemental du monde et au profit d'immenses groupes multinationaux ou de régimes peu recommandables. Un tourisme plus responsable a vu le jour, mais il a un prix. Explications.

Genèse et enjeux	5
Faut-il censurer les voyages immoraux?	7
Voyager autrement, vraiment?	8
La télévision classe touriste	10
Le pèlerin échoué	12
À vélo dans l'Himalaya	14
Une autre manière de bronzer moins idiot	15

Illustrations: Cost. Les deux premières ont déjà été publiées dans *Le Soir* et *Le Journal du Mardi*.

Les formes alternatives de tourisme

Genèse et enjeux

Rompre délibérément avec le tourisme standardisé, c’est le propos alternatif —et élitiste— proposé par certains tour-opérateurs. L’éthique est-elle au rendez-vous?

Être accueilli pendant plusieurs jours dans des campements de bergers nomades des hautes steppes de l’Asie centrale, participer à un projet communautaire de conservation de la forêt primaire au Costa Rica, partager la vie quotidienne de familles paysannes en bordure de la falaise de Bandiagara au Mali..., autant d’expériences inédites que proposent aujourd’hui des associations ou des tour-opérateurs européens et nord-américains pour rompre délibérément avec les formes standardisées de tourisme. Parés de mille vertus, ces produits d’un genre nouveau se sont imposés en quelques années comme une composante à part entière du tourisme international. Une composante très marginale par le volume des flux concernés, mais importante par l’écho qu’elle suscite dans les médias –mais aussi dans la littérature scientifique– et le succès qu’elle rencontre auprès des franges aisées de la population des États développés.

Un champ diversifié

Les formes alternatives de tourisme apparues depuis une vingtaine d’années ont en commun de promouvoir la maîtrise et la valorisation de l’économie touristique au profit des communautés d’accueil. Elles se différencient les unes des autres tant par les objectifs spécifiques qu’elles s’assignent, que par leurs modes opératoires, les moyens humains et financiers dont elles disposent et les publics qu’elles visent (Laurent, 2004). En se limitant aux seuls objectifs spécifiques, il est ainsi possible de distinguer un tourisme solidaire, qui affecte une part du montant des dépenses touristiques au financement d’opérations de développement local; un tourisme équitable, qui vise à adapter les principes du commerce équitable au champ touristique, en rémunérant au juste prix les prestations des populations hôtes; un tourisme en faveur des pauvres (*pro-poor tourism*) qui cible explicitement les communautés pauvres d’une destination et un tourisme communautaire qui prône la participation active des communautés locales dans le processus de développement touristique. Par l’accent mis sur la participation des populations locales et la contribution du tourisme à l’économie des communautés, l’écotourisme s’inscrit dans une logique similaire. Il s’en distingue toutefois par la priorité qu’il accorde à la conservation de l’environnement, que ce soit par des pratiques touristiques respectueuses de la nature ou par des mesures directes ou indirectes de soutien aux initiatives en matière de conservation.

Une offre nouvelle

Les premières initiatives en matière de tourisme alternatif datent des années cinquante, lorsque des associations européennes organisent à l’attention de leurs membres militants des voyages de sensibilisation dans des États en voie de décolonisation (Valayer, 2002). Elles se prolongent au début des années septante avec l’émergence timide d’expériences de tourisme rural intégré dans des pays en développement où, à l’image des campements de Casamance (1974), les touristes sont invités à partager la vie quotidienne de communautés villageoises, dans une optique de développement local. Il faut toutefois attendre les années quatre-vingt pour que le tourisme alternatif prenne véritablement son envol. Alors que les critiques à l’encontre des formes standardisées de tourisme deviennent virulentes, comme en témoigne le fameux opus de L. Turner et J. Ash (1974), *Golden Hordes: International Tourism and the Pleasure Periphery*, apparaissent des associations internationales non gouvernementales qui, à l’instar de l’*Ecumenial Coalition on Third World Tourism* (ECTWT), visent à promouvoir de nouvelles pratiques, plus respectueuses des sociétés et environnements visités, tout en encourageant l’implication des populations d’accueil dans la conception et la gestion des produits. Initialement confinée au milieu associatif, cette ambition va gagner ses lettres de noblesse au cours des années nonante, suite à l’émergence de la notion de développement durable qui, avec le soutien de la puissante Organisation mondiale du Tourisme, s’impose rapidement comme le nouveau credo des acteurs privés et publics de la sphère touristique (Decroly, 2006). Dès 1995, la Conférence mondiale du Tourisme durable organisée par l’Unesco à Lanzarote adopte une charte du Tourisme durable. Vint ensuite l’Agenda 21 pour l’industrie du tourisme et des voyages confectionné en 1996 par l’OMT, le *World Travel and Tourism Council* ainsi que le *Earth Council*, puis le Code mondial d’Éthique du Tourisme adopté par l’OMT en 1999 à Santiago du Chili. Le fait que les Nations unies aient déclaré 2002 année internationale de l’écotourisme participe de la même logique.

Dans la foulée, les milieux associatifs des États développés multiplient les projets touristiques qui s’inscrivent dans la perspective du développement durable. Parallèlement, un nombre croissant d’opérateurs commerciaux cherchent à s’inscrire dans la logique d’un tourisme respectueux des valeurs locales et du milieu physique et développé en partenariat volontaire avec la population locale. Certains le font par conviction, dans le souci de réduire les effets ju-

Faut-il censurer les voyages immoraux?

Il existe des régimes «infréquentables». Faut-il pour autant s'interdire de les visiter?

La première question qui se pose est de connaître les critères invoqués pour les déclarer infréquentables. Certes, il en est qui ont fait presque l'unanimité contre eux, mais ils sont rares: la Corée du Nord, le Cambodge des Khmers rouges, l'Afghanistan des talibans, l'Allemagne des nazis...

Nous avons écrit «presque», car le genre humain possède la funeste qualité d'avoir toujours un club restreint de cerveaux qui défendraient n'importe quoi, car ils en sont parties prenantes, ou par principe mental, ou par intérêt stratégique, ou par bêtise.

Ainsi, lorsqu'un chef taliban scie devant une caméra complaisante le cou du chauffeur d'un journaliste italien, certains s'obstineront à l'appeler un «résistant» à l'oppression occidentale. Comme d'ailleurs le seraient ceux qui massacrent en Irak 170 chiites en un jour, lesquels sont pourtant des frères en religion musulmane et non des occupants américains «évangéliques». Que ceux-ci partent d'ailleurs, et nous vous garantissons une exceptionnelle tuerie entre «résistants» chiites, sunnites, kurdes et turcomans, à l'identique de ce qui est survenu au Cambodge et au Viêtnam avec les Khmers rouges et les «boat people».

Les États étiquetés, sans contestation possible, infréquentables ne sont donc pas légion. Et alors s'ouvre le grand débat portant sur lequel d'entre eux est encore à honnir.

Certains adorent le Cuba de Castro pour sa révolte contre l'hégémonie oppressante des États-Unis, d'autres le Chili de Pinochet pour son élan économique rassurant. Certains encensent Poutine pour le retour à la grandeur russe, d'autres regrettent Eltsine pour son libéralisme laxiste. Certains ont la nostalgie de Salazar pour sa «moralité» archaïque, d'autres applaudissent Chavez pour son dynamisme «indien». Certains exècrent les Frères musulmans pour leur fondamentalisme dangereusement actif alors que d'autres enterreraient Moubarak pour son affairisme autoritaire pro-américain...

L'humanité est ainsi faite que pour les uns, tout ce qui n'est pas à gauche est «facho», méprisable, alors que pour les autres, tout ce qui est à gauche est contrainte du permissif désordonné.

Réduisons donc notre propos à répondre non pas sur les fondements des interdits touristiques, car cela tournerait très vite à une confrontation vive des opinions, mais sur la seule question de savoir si l'on peut aller nourrir avec notre argent de démocrate les pays «douteux».

voyager en oubliant leur condition de touristes. Et cette recherche d'originalité aboutit à transformer une partie croissante de la planète en une succession d'univers touristiques conçus pour offrir de l'"authenticité" sur mesure».

Coût et empreinte écologiques

Pour être fidèle aux idées dont elles sont issues, les formes de tourisme alternatif devraient garantir la participation des populations des zones d'accueil dans l'élaboration des projets, améliorer significativement leurs conditions de vie tout en respectant leurs pratiques culturelles et leur environnement. Parmi les rares projets qui ont fait l'objet d'une évaluation approfondie, certains s'inscrivent pleinement dans cette optique. Il en est ainsi de l'expérience pilote des Villages d'accueil initiée au Burkina Faso par l'association «Tourisme et développement solidaire» (Martin-Gousset, 2004). Porté dans les trois communautés villageoises retenues par un conseil villageois de gestion des terroirs, le projet a généré de substantielles entrées monétaires, tant pour les jeunes adultes en charge de l'accueil et de l'animation des visiteurs, que pour les commerçants et producteurs locaux. La marge bénéficiaire dégagée collectivement a été réinvestie dans des projets d'intérêts collectifs (éducation, santé). Enfin, le projet a permis de revaloriser certaines traditions en perte de vitesse, notamment auprès des jeunes. Si des résultats similaires ont été enregistrés dans d'autres contextes, notamment au Maroc (Dupuis, 2006), les formes de tourisme alternatif n'échappent pas à quelques critiques de fond.

D'abord, en privilégiant des territoires restés à l'écart de la massification du tourisme, elles contribuent puissamment à l'extension de l'œkoumène touristique par création de nouvelles destinations. À terme, ces dernières peuvent être investies par des formes plus classiques de tourisme, notamment si certains acteurs locaux y trouvent un intérêt. Ensuite, dans bien des communautés, le tourisme alternatif est le vecteur initial de la monétarisation des échanges. Ce faisant, il peut transformer en profondeur non seulement la hiérarchie des valeurs sociales mais aussi les rapports entre les membres de la communauté. Troisièmement, les rapports qui s'établissent entre les visiteurs et les visités dans le cadre de formes alternatives de tourisme sont souvent plus déstabilisants pour les visités que ceux, limités et superficiels, qui caractérisent le tourisme standardisé. Enfin, en l'état actuel, les initiatives en matière de tourisme alternatif reposent encore largement sur une impulsion extérieure, associative ou commerciale, qui ne garantit pas toujours, loin s'en faut, une participation active des populations locales. Par ailleurs, les pratiques touristiques alternatives privilégient largement des destinations lointaines par rapport aux grands marchés émetteurs, donc les déplacements par vols long-courriers. En ce sens, elles contribuent à l'augmentation de la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et au réchauffement climatique. À cet égard, il est possible de démontrer que pour un touriste belge, l'empreinte écologique d'un séjour au Maroc, fût-il sous forme d'une randonnée dans le Haut-Atlas, est nettement plus importante que celle d'un séjour dans un camping de la mer du Nord. Il faut souligner enfin qu'en raison de leur coût élevé, les formes de tourisme alternatif relèvent d'un tourisme élitaire, inaccessible à la très grande majorité de la population, y compris dans les États développés. ■

Jean-Michel Decroly
IGEAT – ULB

© Isabelle Athuis

Isabelle Arthuis, *Tijuca 2*, 2007 – Paysages/visions paradoxales – Iselp, bd de Waterloo 31, 1000 Bruxelles – Jusqu'au 20 juillet.

gés néfastes des formes classiques de tourisme. D'autres, probablement majoritaires, adoptent un point de vue pragmatique: ménager les ressources touristiques pour ne pas tuer la poule aux œufs d'or. Le tourisme durable n'est dans ce sens qu'une «nouvelle étiquette sur de vieilles bouteilles» car tout entrepreneur touristique a intérêt à ce que les bases de son activité ne soient pas dégradées.

Une authenticité sur mesure

Ce glissement répond aussi à une mutation profonde de la demande touristique. Les années 80-90 voient en effet émerger, en Europe et en Amérique du Nord, de nouvelles classes moyennes, soucieuses d'afficher leur spécificité culturelle dans la sphère de la consommation, notamment celle des loisirs (Mowforth et Munt, 1998). Partageant un intérêt commun pour les cultures et environnements exotiques, elles se segmentent, en fonction de l'âge, des moyens financiers et des orientations idéologiques, en une multitude de niches: jeunes voyageurs épris des grandes causes qui souhaitent contribuer à de micro-projets de développement, voyageurs adultes amoureux de la nature qui sont prêts à dépenser des montants importants pour découvrir des écosystèmes uniques tout en contribuant à leur conservation, voyageurs fascinés par la diversité culturelle du monde qui aspirent à côtoyer les derniers représentants de minorités en voie de disparition... Ces clientèles expérimentées, qui voyagent régulièrement et sont bien informées sur l'offre existante, aspirent à consommer des produits distinctifs, de haute qualité et personnalisés. Elles cherchent aussi à obtenir l'exclusivité des lieux qu'elles fréquentent et sont donc les premières à dénoncer les effets du tourisme standardisé. Comme le note avec finesse Sylvie Brunel (2006), «*en un singulier paradoxe, le secteur touristique fabrique donc des produits adaptés à la volonté de ces clients les plus aisés de*

Références

- Brunel S. (2006), «Tourisme et mondialisation. Vers une disneylandisation universelle», communication au Festival International de Géographie (Saint-Dié) – *Les géographes redécouvrent l'Amérique*.
- Decroly J.-M. (2006), «Vers un tourisme durable?»: introduction», in: Decroly J.-M., Duquesne A.-M., Delbaere R. et Diekmann A. (eds) *Tourisme et société: mutations, enjeux et défis*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, pp. 185-189.
- Dupuis M.S. (2006), *La participation des acteurs associatifs locaux dans le tourisme solidaire: une étude de cas dans le Sud Marocain*, mémoire inédit, section d'enseignement en tourisme, IGEAT – ULB, 112 p.
- Laurent A. (2004), «Le tourisme solidaire et responsable, facteur de développement durable», in: Collombon J.-M., Barlet S. et Ribier D. (eds), *Tourisme solidaire et développement durable*, Paris, Les éditions du Gret, pp. 21-29.
- Martin-Gousset P. (2004), «Burkina Faso. L'expérience pilote des Villages d'accueil TDS», in Collombon J.-M., Barlet S. et Ribier D. (eds), *Tourisme solidaire et développement durable*, Paris, Les éditions du Gret, pp. 62-69.
- Mowforth M. & Munt I. (1998), *Tourism and Sustainability. New tourism in the Third World*, London, Routledge, 363 p.
- Valayer D. (2002), «Tourisme: l'urgence d'une éthique», in: Martin B. (éd.), *Voyager autrement. Vers un tourisme responsable et solidaire*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, pp. 36-37.

Jacques Rifflet

Les rencontres de Stéphane Renard avec Marie-Paule Eskenazi et Paul Lorsignol

Voyager autrement, vraiment?

Voyager sans déranger les populations du cru, tout en respectant l'environnement local, découvrir l'autre presque en tête-à-tête, loin des grands circuits touristiques... Dans un monde où l'industrie touristique de masse représente le premier secteur économique, cela peut paraître une utopie. Ou, à tout le moins, un privilège de nanti. Vrai ou faux? Amorces de réponses avec deux accros du voyage alternatif. Directrice de l'asbl «Tourisme, autrement», Marie-Paule Eskenazi a créé, en octobre 2006 à Bruxelles, le premier salon du tourisme éthique et équitable, et multiple les conférences, y compris dans les écoles de tourisme, pour sensibiliser les voyageurs. Cofondateur de «Sensations», un tour-opérateur spécialisé dans le tourisme culturel, Paul Lorsignol bourlingue depuis vingt ans en quête de projets touristiques respectueux des populations locales.

Le tourisme responsable est une notion récente. Que recouvre-t-elle?

| Marie-Paule Eskenazi: C'est un tourisme basé sur des valeurs éthiques et équitables, qui s'inscrivent dans le cadre du développement durable. À ne pas confondre donc avec le tourisme d'aventure ou un certain écotourisme qui, malgré son appellation, ne respecte ni les gens, ni l'environnement.

| Paul Lorsignol: J'ajouterais que le tourisme responsable doit se définir au cas par cas, en fonction d'un projet local bien identifié, et dont on connaît l'impact sur la population. Il est essentiel que les deux parties en retirent quelque chose, de matériel sans doute, mais aussi en termes d'échanges et de rencontres. D'où la nécessité aussi d'une évaluation constante: un projet qui fonctionne bien aujourd'hui sera peut-être caduc dans dix ans.

Ce type de tourisme exclut apparemment le tourisme de masse?

| M.-P. E.: Je n'en suis pas persuadée. Quatre touristes dans un 4X4 peuvent faire beaucoup plus de dégâts qu'un car de trente personnes bien encadrées. Cela dit, il est vrai que, dans certains endroits, on a déplacé des populations locales pour construire des infrastructures touristiques...

| P. L.: ...ou restreint la circulation de populations nomades pour transformer leur territoire en un parc national, très rentable en devises. Les deux extrêmes se rencontrent ainsi au Kenya. Certains parcs sont interdits aux Masaïs. Mais le pays a aussi développé des «lodges» pour touristes, en coopération avec des chefs

tribaux. Ce type de tourisme fonctionne très bien: l'argent qu'il amène finance par exemple le dispensaire local. Mais ce sont des voyages souvent très coûteux.

Donc élitistes?

| M.-P. E.: Être un touriste responsable n'est pas une question d'argent mais de comportement et d'information. De plus en plus de petits projets peu coûteux se développent, par le biais de communautés indigènes ou d'organisations non gouvernementales. Ce sont des projets financièrement très accessibles car ils sont centrés sur la qualité de l'accueil et non sur de grandes infrastructures.

| P. L.: En Australie, par exemple, 200 groupes aborigènes ont créé de petits projets qui permettent de découvrir des communautés locales, ne fût-ce que par des visites de quelques heures. Ce n'est pas ruineux. De plus, cela permet aux aborigènes de financer des projets pour des gosses qui, sans avenir, se shootent à l'essence....

Cela a l'air si simple, à vous entendre...

| M.-P. E.: Et cela ne l'est pas du tout, car on ne passe pas comme cela d'un niveau de développement à un autre. Au Mexique, j'ai vu une vieille femme pleurer car aucun touriste ne fréquentait le «lodge» que la communauté avait construit de ses mains. Mais personne n'avait relayé l'information à l'extérieur... Le développement par le tourisme local implique l'accès aux grands réseaux d'information.

| P. L.: C'est un tourisme difficile aussi parce qu'il s'intéresse souvent aux minorités ethniques d'États rarement démocratiques. Dans bien des cas, la seule porte de sortie qui est laissée à ces minorités est le spectacle folklorique pour cars de touristes. Or, transformer les traditions d'une culture vivante en un produit de consommation, c'est pratiquer une forme douce d'ethnocide.

Paul Lorsignol

«Transformer les traditions d'une culture vivante en un produit de consommation, c'est pratiquer une forme douce d'ethnocide».

«On ne «fait» pas un pays, c'est le voyage qui vous fait».

Marie-Paule Eskenazi

Comment éviter qu'une belle initiative ne soit rapidement récupérée par les circuits commerciaux?

| P. L.: Le danger de voir les sentiers d'aujourd'hui devenir les autoroutes de demain est bien réel. Dans les années 1960, quelques milliers de touristes visitaient l'île de Bali. Ils sont désormais plus de deux millions par an. Le risque est donc réel. Dans le nord de la Thaïlande, par exemple, on assiste au pire, avec l'exploitation des femmes Karen —les «femmes girafes», qui cumulent quatre grands défauts en Asie du Sud-est: elles sont pauvres, femmes, membres de minorités ethniques et réfugiées, car elles ont fui la Birmanie depuis 1991. Elles sont désormais exploitées par toute la chaîne commerciale du tourisme classique.

Que penser de l'argument des tour-opérateurs selon lequel le fait de leur acheter des bibelots leur procure des moyens de subsistance?

| P. L.: C'est scandaleux. Ces femmes sont dans des camps d'exposition. Si elles les quittent, leurs familles connaîtront des représailles. De plus, le gouvernement thaïlandais leur interdit de pratiquer leur agriculture traditionnelle. Enfin, ces femmes sont exploitées par des hommes d'affaires thaïlandais et des tour-opérateurs occidentaux, mais aussi par la résistance karène pour financer la rébellion en Birmanie... C'est cela qu'il faut oser dire aux touristes.

Cela dit, certains projets fonctionnent très bien dans ce pays: le Lisu Lodge est une petite structure d'accueil où c'est le chaman du village qui gère les contacts avec l'extérieur et où les touristes sont acceptés au compte-gouttes.

| M.-P. E.: Je pourrais vous citer quant à moi le développement d'une route sandiniste, au Nicaragua, où les relais touristiques locaux sont conçus en étroite collaboration avec les populations villageoises.

| P. L.: Ce qui me fait malgré tout toujours un peu peur, ce sont les projets qui viennent de l'extérieur d'une communauté. Je pense aux nomades touareg, qui ont été confrontés, depuis les grandes sécheresses de 1973 et de 1984, à une multitude de projets de développement par l'agriculture. La coopération italienne a dépensé 150 millions d'euros dans un projet de culture de tomates au Mali. Cela n'a pas marché car les nomades sont repartis...

Il est clair que les projets qui fonctionnent bien sont ceux qui ont trouvé des relais intelligents —pas forcément désintéressés— chez des agents locaux très motivés par une forme différente de tourisme. Et qui refuseront par exemple de faire changer l'heure d'une cérémonie traditionnelle pour la faire rentrer dans le «timing» du circuit touristique!

Le temps, justement, n'est-il pas la première exigence du tourisme responsable?

| M.-P. E.: Et comment! On ne peut pratiquer un tel tourisme si on veut «faire» le Vietnam, le Laos et le Cambodge en douze jours! Cette boulimie résulte du tourisme «low cost». Mais on ne «fait» pas un pays, c'est le voyage qui vous fait! Il faut donc réapprendre le temps, sans lequel il est vain de vouloir découvrir l'autre. Lorsque nous nous imposons quelque part, notre responsabilité est de ne pas bousculer celui qui nous accueille...

Quelle attitude avoir face aux pays dictatoriaux? Faut-il

se rendre en Birmanie?

| P. L.: Les populations sont trop souvent la matière première qui fait fantasmer le touriste de passage, et les dictatures le savent bien. Par rapport à l'époque où il n'y avait en Birmanie que quelques agences officielles, le pays a connu un boom touristique et compte plus de 600 agences de voyage birmanes. Nous avons sur place un agent indépendant, qui n'a rien à voir avec les généraux au pouvoir. Beaucoup de choses ont changé. S'il reste des zones interdites, il devient possible de faire des circuits intéressants. Dont l'argent bénéficiera directement au guide, à sa famille... Les contacts que j'ai en Birmanie me confirment que cette «ouverture» profite aux Birmans... Cela ne me paraît pas pire que de visiter la Chine ou le Tibet avec une agence d'État officielle!

| M.-P. E.: Se rendre dans un pays qui ne respecte pas les droits de l'homme relève de la responsabilité individuelle

et exige une réflexion personnelle. Dans les territoires palestiniens occupés, par exemple, quarante ans d'occupation ont mis à terre tout l'important secteur touristique. Les touristes étrangers sont cadenassés par l'occupant, dans des circuits qui excluent les marchés palestiniens ou les hôtels du cru. L'occupant interdit de toute façon à un Palestinien de construire un hôtel ou lui refuse le droit de pratiquer son métier de guide... Il faut le savoir.

Le tourisme responsable, c'est presque de l'artisanat?

| M.-P. E.: Tout à fait, mais l'artisanat, c'est prendre son temps. Prendre le temps d'avoir un comportement responsable, ce qui ne signifie pas un comportement ennuyeux! Ce type de tourisme est d'ailleurs d'abord une découverte de soi, et puis seulement de l'autre et de l'endroit où l'on se trouve. ■

La télévision, classe touriste

Pour l'évasion «last minute», le petit écran est toujours prêt. Case d'appel sur les chaînes généralistes ou argument-phare de télésthématiques, le voyage au sens large cartonne. Embarquement immédiat.

«*Ma télévision me fait voyager*». L'affirmation, frappée au coin du bon sens populaire, est courante. Mais tellement vraie. Chacun, immobile au fond de son canapé, peut chaque jour faire le tour du monde à coups de zapette. Un moment en compagnie de Guy Lemaire dans une de ses «Escapades gourmandes» à l'étranger, la minute d'après à Madagascar *En terre inconnue* avec Thierry Lhermitte, avant de déguster *Bangkok, insectes frits à toute heure* sur la latitude cathodique «360° - Géo». Trois rendez-vous pris au hasard, parmi une myriade d'autres, d'une journée télé normale sur trois chaînes différentes: la Une RTBF généraliste, la thématique Planète et la généraliste culturelle Arte.

L'échantillon parle de lui-même, le genre «évasion», proche ou lointaine, a franchement la cote depuis quelques années et il n'y a aucune raison qu'elle dégringole. Car la tendance est lourde, durable et s'adapte admirablement aux évolutions des modes télévisées et des goûts du public.

Nomade dans son corps et dans sa tête

Pourtant, il y a trente ans, peu de monde aurait parié un kopeck sur la longévité des pionnières, aux styles très dif-

férents, que furent «Thalassa» de France 3 ou «Télétourisme» sur la RTBF. Leur persévérance a payé mais ces magazines ont surtout bénéficié d'une fameuse relance grâce à l'air du temps «voyageur» des deux dernières décennies. En phase avec les attentes d'un public de plus en plus nomade, dans son corps et dans sa tête, et en quête d'ailleurs. Que ce soit au bout de sa région, de son pays natal ou au bout du monde. En quête également d'authenticité et d'ouverture aux autres habitants du village mondial modélisé et scruté par l'œil des caméras.

À la demande d'un public friand d'évasion tous azimuts a donc répondu une offre de plus en plus variée et pléthorique. Sur l'air de «Voyage, voyage» ont fleuri des documentaires en veux-tu en voilà, dont les kilomètres de bobines ont permis la création et la rotation de programmes de chaînes thématiques spécifiques comme «Voyage», «Odyssée», «Liberty TV» et de chaînes au contenu élargi comme «National Geographic», «Discovery Channel», «Planète» (et ses déclinaisons «Planète Thalassa» ou «Planète Choc») ou «Ushuaïa TV». Certaines d'entre elles, réunies en un «bouquet documentaire» payant, cartonnent dans l'offre Be TV.

De leur côté, les chaînes généralistes n'ont pas été en reste pour envoûter leurs téléspectateurs des senteurs de vacances et de dépaysement grâce à des programmes grand public. Lentement mais sûrement, le genre a pris quelques années à s'imposer jusqu'à investir aujourd'hui les primetime avec une panoplie de programmes très différents et pour tous les goûts.

Tous azimuts

Les amoureux du tape-à-l'œil, du rêve cinq étoiles et de la vie des stars n'ont pas tardé à se délecter des «Sagas» exotiques de TF1, des séries «Les plus grands palaces du monde» ou de la chaîne thématique «Luxe TV». Les routards ont fait connaissance avec Philippe Lambillon, le «Bourlingueur» de la RTBF, ou avec Antoine de Maximy et ses «J'irai dormir chez vous». «Thalassa» est repartie en cabotage de par le monde en montrant toujours intelligemment le «pile et face» des destinations touristiques. Tandis que «Échappées belles» porte très bien son nom. Quant à «Rendez-vous en terre inconnue», ou l'immersion d'un peuple connu dans une peuplade lointaine, elle incar-

ne assez bien le mélange de genres télé-réel affectionné par le petit écran d'aujourd'hui.

Mais c'est sûr, actuellement, ce sont les gourmands et les amoureux des terroirs qui sont les plus dorlotés par une télé qui sait lire la boussole de leurs attentes traditionnelles. C'est bien connu, voyager le ventre creux, c'est la galère. Depuis quelques années, Guy Lemaire a donné un petit frère à «Télétourisme» sous l'identité d'«Escapade gourmande». Un rendez-vous RTBF (repris aussi sur TV5) très au goût du jour, conjuguant la visite d'une ville et surtout de ses meilleures tables. Un mixte intelligent entre appétit d'apprendre et appétit tout court.

Patrimoine et modernité

Des séries documentaires ont fait aussi florès sur les écoles hôtelières, les cuisines des grands palaces ou les toqués des quatre coins du monde. D'une pierre deux coups, le téléspectateur en ressort rassasié de flâneries cultivées et de plats télégéniques. France 3 l'a aussi très bien compris tout en élargissant le propos. C'est-à-dire en créant, il y a quelques saisons, le magazine «Des Racines et des Ailes». Le titre résume à merveille l'engouement du public pour le patrimoine sous toutes ses formes et son goût pour une modernité créative et réfléchie. Plusieurs fois, le magazine a investi des fourneaux haut de gamme mais a aussi sillonné les brocantes, les châteaux, les ateliers du luxe et d'autres thèmes propices au «voyage». Dépaysement assuré.

À ce petit jeu du «voyage organisé», de «l'escapade par procuration» sans bouger de chez soi, la télévision rend aussi un sacré service au marché du tourisme qui, aujourd'hui, ne s'est apparemment jamais aussi bien porté. L'avant-goût télévisé donne des idées, oriente des choix, rassure le futur pèlerin et fait rêver le téléspectateur lambda. Car, hormis «Thalassa» et quelques reportages d'«Envoyé Spécial» ou autres magazines d'information au sens strict, peu d'émissions dépayssantes pointent l'envers de certains décors de rêve. Dans ce sens, la télévision peut s'avérer un *tour operator* «parfait», au sens commercial. C'est-à-dire peu critique car pas question d'effaroucher le téléspectateur avec du négatif. D'autre part, on est souvent dans le donnant-donnant entre la prise en charge à l'œil des équipes de télévision contre un produit fini neutre, voire complaisant. L'image de marque étant capitale dans l'univers du tourisme bien pensé.

Écolo-surf

Dans ce contexte, que penser du cas de Liberty TV, la chaîne du voyage distribuée en Belgique et largement consultée par les candidats belges aux départs? À l'origine, véritable télé-prospectus, la chaîne du milliardaire Lotfi Belhassine a amorcé depuis septembre 2006 un reprofilage de sa programmation. Nouveau credo: «*Liberty TV ne se contente pas d'être une chaîne de vacances... Notre ambition est d'offrir aux téléspectateurs une fenêtre ouverte sur le monde, sur les autres cultures, les autres continents... un véritable voyage par procuration*».

Plus fort encore, Liberty TV met désormais l'accent sur le développement durable et le tourisme «solidaire». Pour chaque réservation de voyage faite en ligne auprès de Liberty, cinq euros sont reversés à des ONG. D'autre part,

Nicolas Hulot a porté son combat pour la planète avec «Ushuaia nature».

ont fleuri sur son antenne des programmes comme «Planète Vivante» du World Wildlife Fund, «Un autre monde» en collaboration avec la Direction de la coopération au développement ou encore «Et au Sud?» qui donne la parole aux acteurs du développement durable.

Si l'initiative est louable, elle n'est évidemment pas gratuite à notre époque de prise de conscience de la nécessité d'une mondialisation mieux pensée et d'une défense globale de l'environnement. Ce faisant, la chaîne-agence touristique surfe habilement sur la vague verte mondiale, tout en soignant sa rentabilité avec un brevet de bonne conscience. Mais est-ce suffisant pour ne pas voyager idiot?

La green TV

Moins suspect de mélanger fric et éthique, Nicolas Hulot voit aujourd'hui consacré son combat pour la planète, symbolisé par *Ushuaia Nature*, le magazine programmé par TF1, fruit logique du combat au long cours entamé il y a vingt ans par le penseur globe-trotter. Les documentaires superbes du photographe Yann Arthus Bertrand n'en mènent pas un autre. Et la «Green TV» est bien en marche sur les petits écrans du globe, comme j'ai pu m'en apercevoir au récent Marché International des Programmes TV (MIP-TV) à Cannes.

Sur tous les continents, de nouveaux programmes se créent avec des approches orientées vers l'écologie. Aux États-Unis, Robert Redford et sa chaîne «Sundance Channel» y concourent. Il ne serait pas étonnant que les magazines de tourisme traditionnels se mettent aussi au vert. Cela commence, par petites touches. Aujourd'hui, la RTBF a mis en place un label «Planète Nature» pour estampiller tous ses programmes qui, de près ou de loin, nourrissent la réflexion sur les dangers encourus par la planète. Le «voyager vert» est donc en devenir, tout comme les émissions qui le porteront. Et je vous fiche mon billet que des petits fûtés parviendront à en tirer les meilleurs profits. Et pourquoi pas, si c'est pour la bonne cause? ■

Fernand Letist

Muriel Robin, immergée en «Terre inconnue»: un rendez-vous avec les Himbas de Namibie.

Le pèlerin échoué

Pour retrouver la foi, Pierre Loti, athée inconsolable, part à Jérusalem par l'antique voie des prophètes. À défaut de Dieu, il découvre une Palestine envahie par les «Cooks»...

Descendant de huguenots persécutés pour leurs croyances, l'écrivain Pierre Loti, élevé par une mère pieuse à l'excès, perd la foi dès son enfance. Mais «*Loti, confiera un de ses proches, fut un athée désespéré de l'être, un incroyant qui, toute sa vie essaya de croire et n'y parvint pas, un agnostique qui ne se résigna jamais à renoncer à Dieu*». En 1894, célèbre et fortuné, l'écrivain se rend en Terre sainte pour tenter d'apaiser son tourment...

Pour préparer son esprit, Loti choisit de rallier Jérusalem au rythme lent des méharées ancestrales. Partie d'Alexandrie, sa petite caravane franchit le désert sinaïtique. Sur les vieilles routes abandonnées ponctuées de frugales étapes, le marin retrouve les grandes solitudes propices à son recueillement: seule la présence de quelques bédouins farouches et des religieux du Monastère de Sainte-Catherine où il se réfugie le temps d'un orage l'y distraient un peu de ses ruminations. Bientôt, la frêle caravane rejoint la mer Rouge à la paisible oasis de N'Nouébia avant de gagner Akaba d'où elle se dirige vers la Méditerranée, pénétrant en Palestine biblique par Gaza.

Au pays de Canaan et jusqu'à Jérusalem, Loti et ses compagnons, après les granits du Sinaï, s'émerveillent de la vie retrouvée. Certes, les désolations du Sud se sont estompées: à l'ombre des oliviers, au milieu des iris, des giroflées, des coquelicots, des asphodèles, des arums... circulent des groupes de fellahs et des troupeaux de chèvres, de moutons et de vaches aux pis gonflés qu'accompagnent de belles bergères voilées porteuses d'amphores. Mais cette effervescence bucolique, inchangée depuis le Christ, sert la quête spirituelle de Loti: cette tranquille abondance pastorale de la Terre promise ne le rapproche-t-elle pas du Sauveur perdu?

Irréparables déceptions

Sa quête fébrile culmine aux Lieux saints. Mais Loti échoue à y guérir de sa dérélition: dans la grotte de la nativité à Bethléem, dans l'Église du Saint-Sépulcre où affleure le roc où fut plantée la croix, l'écrivain, frissonnant du «*froid des déceptions irréparables*», ne ressent qu'une tristesse sans bornes. De nuit, comme un voleur, il se rend alors au Gethsémani, suppliant de toute son âme. Mais il a beau frapper sa tête sur l'olivier centenaire, le silence, assourdissant, demeure: «*personne ne m'écoute, personne ne me voit, personne ne me répond*». Et c'est l'évanouissement des derniers espoirs confus: «*le néant des néants où je me sens tomber...*».

Le Consolateur s'en allé à jamais; Loti, brisé, amer, presque révolté est pris d'effroi. Aucune autre spiri-

tualité—y compris l'islam vers lequel incline pourtant l'inquiet calviniste— n'a pour lui, la vertu salvatrice du Rédempteur: sans la promesse des revoirs éternels, tout, dès lors, «*n'est plus qu'agitation vaine dans la nuit, remuement de larves en marche vers la mort*». Et comme, hors la foi, il n'est, selon lui, point de morale possible, c'est avec un infini pessimisme que Loti envisage l'avenir. Le sien propre, certes, mais aussi celui de l'humanité tout entière.

Loti, nostalgique paroxystique, passéiste radical, alors, s'abandonne, pleurant avec une affliction extrême mais sincère la vie simple et contemplative des vieux temps où les élans faisaient tomber les hommes à genoux et s'ébranler les armées pour des causes sublimes. «*Où sont-elles aujourd'hui les foules qui se lèveraient encore pour écouter un prophète? Où sont-ils les guerriers paladins qui partiraient pour la croisade?*». Aux hommes d'Occident, aux cultivateurs de Gaza déjà «*astreints à mille servitudes*», Loti va jusqu'à préférer les brigands du désert «*oisifs et libres*» qui «*savent encore vivre du pillage et de la guerre*». Ainsi, sans nuance, l'auteur de *Pêcheur d'Islande*, conservateur et même réactionnaire, rejette son siècle et la modernité triomphante, triviale venue de ces contrées d'Occident «*où s'achètent toutes choses*», mais vers lesquelles, à présent, se lamente-t-il, se portent tous les regards...

Tristes agités d'Occident

Invasion «dissolvante et mortelle», donc, les funestes avancées du Nord: «*Il faut voir, écrit-il, les airs à la fois conquérants et protecteurs de quelques imbéciles en veston et chapeau, récemment venus de Beyrouth pour les travaux du chemin de fer! On sent qu'ils ont conscience de tenir en main le flambeau de la civilisation; d'apporter dans cet Orient des Soliman et des Saladin, nos joies occidentales, le charbon de la terre, les empressements et les explosifs...*». Cette ligne ferroviaire une fois achevée, prophétise Loti, «*vomira journellement toute la camelote occidentale*» qui, déjà, défigure les anciennes cités levantines. Et si «*c'est par là, annonce-t-il, prémonitoire, que vont s'abattre [...] les tristes agités d'Occident; c'est par là aussi que tout s'en ira, vite, vite, comme un ruisseau qu'on ne peut plus retenir: tout, la paix, le rêve, la prière et la foi*»...

Sa quête spirituelle inaboutie, le Grand Souvenir évanoui, l'Orient dégradé, le peuple arabe —le «*peuple du rêve*»— corrompu, c'est avec une insondable tristesse que le Fran-

çais regagne après mille attermoissements sa maison de Rochefort. Mais sur le sinueux chemin de retour qui le mène de Jérusalem à Beyrouth en passant par Damas, une dernière expérience douloureuse va parachever sa désolation: sa rencontre inattendue avec les débuts du tourisme organisé, ce qu'il appelle les «bandes Cook» du nom de la première agence de voyage de groupe de l'histoire qui fut fondée en 1841 par l'Anglais du même nom.

Sur la route d'Hébron, déjà, Loti s'offusque: «*deux voitures nous croisent, remplies de bruyants touristes des agences: hommes en casques de liège, grosses femmes en casquette loutre, avec des voiles verts [...] Oh! leur tenue, leurs cris,*

«boîtes de conserves, épluchures, inqualifiables lambeaux de Times...».

Âges noirs et avenir lugubres

Voyager comme Pierre Loti, au plus près de la nature sauvage, se fondre comme il le fait dans la culture des peuples premiers¹, est une pratique d'exception. Non seulement parce que la solitude est exclusive. Mais aussi parce que, littérateur opulent, il dispose d'atouts inaccessibles à la multitude. Certes, les «Cooks» n'appartiennent pas davan-

tage que lui à ces pieuses foules désargentées dont les corps maculés par les pérégrinations huilent les murailles des anciennes époques: ni les congés payés, ni les compagnies «*low cost*», ni les grands «tour-opérateurs» contemporains n'ayant encore alors vu le jour, les «Cooks», eux aussi, sont des nantis. Mais, même si les choses ne murmurent qu'à ceux qui savent les écouter, sillonner la Palestine dans le luxe et le confort n'a rien d'un crime quoi que Loti, hautain, en pense!

Cela étant, son récit magnifique, laissant entrevoir les ravages du tourisme de masse, esquisse, *in illo tempore*, la nécessité d'une réflexion collective critique sur les dégâts de nos transhumances vacancières et la quête d'une manière plus durable de sillonner le monde. Visionnaire, Loti, avait d'ailleurs à cet égard,

pressenti bien des choses, tant il est vrai qu'en Palestine comme ailleurs, le tourisme conquérant qu'il fustige a trop souvent été le fourrier de cette suprématie occidentale contre laquelle s'élèvent désormais les protestations indigènes de plus en plus inquiétantes que l'on sait. Un laïque, *a fortiori* un athée, n'en partageront bien sûr pas les raisons, néanmoins ils comprendront sans peine son frisson lorsque l'écrivain, à la fin du XIX^e siècle, s'alarment des temps «*nouveaux et glacés*» qui s'annoncent au Nord, clôt son long poème par ces mots: «*nous entrevoyons bien les lugubres avenir, les âges noirs qui vont commencer après la mort des grands rêves célestes, les démocraties tyranniques et effroyables où les désolés ne sauront même plus ce qu'était la prière...*». ■

Jean Sloover

© Isabelle Arthuis

Isabelle Arthuis, *Les Galères*, 2007 – Paysages/visions paradoxales – Iselp, Bruxelles – Jusqu'au 20 juillet. Loti va trouver sur sa route de grandes solitudes propices à son recueillement.

leurs rires sur cette terre sainte!» Las, la confrontation n'a rien d'accidentelle: vers Bethléem, lieu sacré désormais «*prostitué à tous*», le pèlerin échoué retrouve ces «*touristes bavards tenant en main leur Baedeker*», cette «*élite de blasés curieux*» qu'il regarde comme des profanateurs de la pire espèce. Les parages de la Mer Morte ne sont pas davantage épargnés. Loti s'épouvante: au milieu des bruits «*légers et immuables des vieux soirs de Judée*», une «*bande de Cooks*» allemands, venus «*profaner ce petit désert à leur portée*», font éclater, du fond de leurs tentes, «*un refrain inattendu des estaminets de Berlin*»! À Jaffa, point non plus de rémission: dans les quartiers, aux abords de la gare, dans les corridors des hôtels, c'est le même encombrement tapageur de gens venus de tous les coins de l'Europe, «*touristes sans respect, pour la plupart déplaisants et vulgaires*». Même la Syrie, déjà, est «infestée» par ces Cooks «grotesques» dont les campements portent les cicatrices:

1 Si Pierre Loti témoigne d'une évidente attirance pour l'islam, les descriptions qu'il donne des communautés juives de Palestine regorgent par contre, hélas, souvent —bien que pas toujours— de clichés racistes qui rebutent le lecteur d'aujourd'hui. Il faut toutefois se garder de considérer trop rapidement les préjugés irrecevables dont ils se nourrissent comme une expression d'antisémitisme, idéologie du XIX^e siècle qui n'apparaît d'ailleurs sous ce nom qu'en 1873: il s'agit ici plutôt d'une aversion ancestrale d'origine religieuse inspirée chez Loti, surtout, par le rôle prêté aux israélites dans la crucifixion. Comme l'écrit H. Arendt dans sa somme sur le totalitarisme: «*Alors que, tout au long du XIX^e siècle, les sentiments antijuifs étaient très largement répandus dans les classes cultivées d'Europe, l'antisémitisme en tant qu'idéologie resta, à de rares exceptions près, l'apanage d'excentriques en général et de quelques fous en particulier*».

Œuvre unique dans la littérature de la seconde moitié du XXI^e siècle, le récit du voyage de Pierre Loti en Terre sainte est une trilogie: *Le désert, Jérusalem et La Galilée*. Le premier livre (203 pages) est disponible dans la Petite Bibliothèque Payot. Le deuxième (215 pages) et le troisième (239 pages) sont publiés aux éditions Christian Pirot.

Le bonheur, le nez dans le guidon

À vélo dans l'Himalaya

Nous sommes en 1999. Cet été-là, je parcours à vélo près de 2 000 km au «pays (*dakh*) des cols (*la*)», le Ladakh, une région de l'Inde surnommée «le petit Tibet». L'avion me dépose à Leh, chef-lieu de cette contrée bouddhiste. Nous sommes à 3 500 m d'altitude. Le ton est donné. Mis à part ce petit aéroport de fortune, la région, l'une des plus isolées de la planète, n'est accessible que par une seule et unique voie, tantôt piste tantôt route, suivant approximativement le cours de l'Indus qui contourne le Zaskar pour dévaler ensuite vers le Pakistan. À l'ouest, vers l'aval, la route mène à Srinagar dans le Cachemire musulman. À l'est, en amont, elle frôle la Chine (en réalité le Tibet annexé par les troupes maoïstes en 1949) puis bifurque vers l'Himachal Pradesh indien.

Je me décide pour l'ouest car la route passe devant l'un des monastères les plus réputés du pays: le *gompa* des bonnets

et me survole parfois à moins de dix mètres. Après plusieurs jours de solitude, je me surprends à dialoguer avec mon vélo... Une semaine de bivouac au milieu de nulle part, dans un univers minéral. Pas un seul arbre, pas une seule plante. Le grand souci quotidien: repérer les sources ou les rivières qui fourniront, après filtrage, l'indispensable eau. Gare à la déshydratation. À chaque ascension, la tête tourne, les poumons explosent, les jambes tremblent, le compteur kilométrique refuse obstinément de passer au-delà de 7 km/heure, mais quel bonheur! Au sommet du Taglang La, un panneau me récompense après 35 km de lacets: «5 303 m. *You are passing through second highest pass of the world*». Et quel suprême délice que de déguster après cela un poulet curry lyophilisé accompagné d'une barre énergétique! Les nuits sont cruellement fraîches (pour réduire le poids, je n'ai emporté qu'un bien trop mince duvet), mais impérieusement étoilées.

Arrivé sur les contreforts méridionaux de l'Himalaya, c'est la descente. Et quelle descente! Après le Rohtang La, 60 km de pentes vertigineuses avalent le peu de gomme qui reste à mes freins. Une véritable sensation de plongée, synonyme de retour à la plaine surpeuplée des hindous mais aussi à la verdure, à la chaleur tropicale et, nettement moins agréable, à la mousson. Désormais les pluies torrentielles transforment les pistes en pataugeoires boueuses qu'envahissent les cours d'eau en crue. Je m'attarde deux semaines dans la vallée de Kulu riche en surprises ethnologiques. Tel village retiré pratique la polygamie androgynique. Là, tel autre village (que j'aurai mis trois jours pour atteindre, en me perdant dans un cirque montagneux) serait peuplé par des descendants de l'armée d'Alexandre le Grand (!) vivant en parfaite autarcie endogamique.

Quelle mouche m'a donc piqué pour me donner envie de passer l'été à pédaler tout seul sur les pentes abruptes de l'Himalaya? Cela peut en effet sembler incongru, mais quand on cumule la passion du vélo, de la montagne et de la culture tibétaine, la question ne se pose pas. On s'entraîne (dans les Alpes), on s'équipe du matériel *ad hoc* (de la tente la plus légère possible aux chambres à air en passant par les lyophilisés qui permettront d'être autonome durant plusieurs jours), on étudie avec soin les cartes et on y va. Ah, j'allais oublier: il faut aussi éprouver un impérieux besoin de se retrouver seul, face à soi-même. Car une chose est claire: mis à part l'une ou l'autre tribu nomade, quelques lamas haut perchés dans leur monastère ou une équipe de misérables manœuvres venus du Bihar (la région la plus pauvre du sous-continent indien) pour goudronner la route dans des conditions de travail dantesques, les rencontres sont rares. Rares, mais intenses. Bien sûr, il est possible de réaliser le trajet Manali-Leh en jeep, mais rien (sinon sans doute l'alpinisme) ne surpasse le plaisir d'atteindre un sommet à la force de ses mollets. Les cyclistes amateurs de cols me comprendront. Gravier lacet après lacet les pentes d'une montagne, c'est avant tout se mesurer à ses propres limites, c'est aussi être en contact direct avec la piste qui défie, sentir sous ses roues les aspérités et les cailloux, adhérer à la route comme on adhère à la vie. Car gérer chaque virage, c'est faire de l'équilibre entre le flanc de la montagne et le précipice dont aucun garde-fou ne nous sépare. Ce n'est pas comme derrière le pare-brise d'un véhicule qui nous coupe du paysage. À vélo, l'ascension devient ascèse, on fait partie intégrante du paysage, on se fond en lui, on est dedans. En parfaite adéquation avec le réel. À chaque tournant. ■

Xavier De Schutter

Peyresq en Haute-Provence

Une autre manière de bronzer moins idiot

On en tombe amoureux et on y revient avec une émotion renouvelée, parfois des années plus tard. On est séduit... ou on déteste. Peyresq ne peut laisser indifférent.

Il y a le site. Il y a les pierres. Il y a les «Peyrescans». Il y a l'ambiance. Les activités. Et ce que l'on pourrait appeler le «folklore».

Le site et les pierres. Sur ce point, tout le monde tombe d'accord. Sauf peut-être pour les forcenés de la plage, les accros du bitume, du verre, du métal et de l'airco, le site possède un charme fou. À une centaine de kilomètres de Nice. À quelques bornes du Col d'Allos. Tout au bout des quatre kilomètres d'une petite départementale improbable, on distingue le village accroché à la montagne avec laquelle il se confond aux yeux non avertis, tant il est fait pour elle et elle pour lui. En surplomb, le massif du Courradour et derrière, d'autres sommets aux noms évocateurs, le Pasquier, le Grand Coyer, le Pré Mouret... Aux alentours, d'autres bijoux de la Vallée du Haut Verdon, Thorame, Colmars, ou du Pays d'Annot.

L'histoire de ce village, qui remonte à l'âge du bronze et qui n'a pourtant jamais dépassé la dimension d'une bourgade, faillit s'éteindre avec la disparition de la plupart de ses jeunes hommes décimés par la Première guerre mondiale, si bien qu'au lendemain de la Seconde, le village ne comptait plus guère d'habitants et plus une seule famille résidente. La grande majorité des maisons désertées menaçaient ruine. En 1952, deux Belges amoureux de la Provence, Georges Lambeau, alors jeune directeur de l'Académie de Namur et Toine Smets, jeune juriste issu de l'ULB, «découvrent» Peyresq et fomentent avec quelques autres le projet fou d'en relever les ruines, de reconstituer le village à l'ancienne, en pierres du pays, et en bardeaux de mélèzes.

Et les voilà à mobiliser amis, relations et connaissances pour mettre en œuvre des chantiers d'étudiants et promouvoir à Peyresq un lieu de rencontres internationales voué aux vacances actives et aux échanges artistiques et scientifiques. Une idée de boy-scout? En quelque sorte. De l'idéalisme certainement. De l'audace. De l'enthousiasme. De l'humour.

Quoi qu'il en soit, pendant une vingtaine d'années (de 1955 à 1975), des générations d'étudiants issus du Cercle de Droit, du Cercle des Sciences, du Cercle Polytechnique de l'ULB mais aussi de l'Université de Liège, de la faculté polytechnique de Mons, de l'Académie des Beaux-Arts de Bruxelles, de la faculté agronomique de Gembloux et quelques particuliers unirent leurs efforts pour racheter ruines et parcelles, relever les murs, redresser les toits, installer les sanitaires, et faire revivre le village saison d'été après saison d'été, le

faisant retentir des activités de chantier, mais aussi des rires et des chahuts d'étudiants aussi actifs la nuit que le jour.

Si les Belges occupaient (parfois bruyamment) le terrain, ils n'étaient évidemment pas les seuls. Quelques familles françaises, dont plusieurs d'origine peyrescane, s'activèrent à leur côté à la restauration du village.

À la fin des années 70, la reconstruction étant achevée, la motivation des «Peyrescans» se diversifia à foison. Tandis que certains restaient attachés aux chantiers de la pierre ou du bois —de moins en moins nombreux—, d'autres s'adonnaient aux sports (et notamment aux sports nautiques sur le lac de Saint-André du Verdon), aux randonnées de montagne, à la sculpture, à la musique, à la photo, à l'expression corporelle, au dessin, au chant, à la danse, à l'improvisation théâtrale... à la lecture, à la musarder, à la causerie, à la pétanque, à l'apéro... L'observateur attentif remarquera d'ailleurs qu'en saison, Peyresq n'est jamais assoupi. Sur la petite place, les randonneurs en partance pour la conquête (toute pacifique du Grand Coyer —moyenne montagne— de 1.538 à 2.697 mètres quand même!) croisent les noctambules qui rentrent le pas nettement moins assuré vers l'une ou l'autre maison. Demain, ce sera le passionné d'ornithologie qui croisera au réveil les inconditionnels de la pétanque qui auront commencé la partie au sortir du bar à une heure... raisonnable (mais plus proche des matines que des vespérales). On ne sera pas surpris de se voir proposer au souper le choix entre la conférence d'un journaliste spécialiste des questions africaines, une projection d'un film d'auteur, un cantus bien arrosé dans les caves de la maison Évariste Gallois, une soirée crêpes dans la maison Tchanché ou une initiation à la lunette astrale...

Du plus sérieux au plus dérisoire, rien n'est vraiment incongru à Peyresq et c'est ce qui fait à mes yeux son charme. C'est aussi un des rares lieux vraiment intergénérationnel où l'on peut voir des ados, des étudiants à peine moins jeunes, des trentenaires alertes, des quadras, des quinquas et les parents de ceux-ci, contemporains de grands-parents, voire arrière-grands-parents des plus jeunes, partager à la même table quelques moments magiques, refaire le monde ou s'esbaudir des même plaisanteries. C'est un lieu où les rencontres les plus improbables sont possibles sans que titres ou fonctions ne comptent ou ne pèsent. Mais l'objectivité commande de relever néanmoins un point faible. Les fondateurs de «Pro Peyresq» avaient voulu conférer un caractère international à Peyresq. Il y eut bien des tentatives. L'invitation de stagiaires de quelques pays. Mais si vous y montez cet été, vous y verrez surtout des Belges, quelques Français, peut-être un Chilien, une Turque, un Polonais... Mais cette lacune ne saurait faire oublier les richesses d'un lieu, d'un projet, d'une démarche qui depuis plus d'un demi-siècle séduit, bouscule, émeut, passionne des générations de jeunes (jeunes enfants, jeunes étudiants, jeunes parents, jeunes grands-parents) qui en ont fait leur auberge espagnole. ■

Philippe Grollet
Past-président du CAL

Un impérieux besoin de se retrouver seul, face à soi-même.

rouges de Lamayuru, qui connut son heure de gloire au XIII^e siècle, mais n'abrite plus aujourd'hui que quelques moines psalmodiant leurs prières au son des cymbales et des trompettes. Mon entraînement porte ses fruits: la forme est optimale, j'avale les 150 km en un jour. Impossible toutefois de poursuivre plus à l'ouest: à moins de 100 km d'ici, c'est la guerre. Embusqués à 6 000 m d'altitude, des séparatistes musulmans, militants afghans soutenus par l'armée pakistanaise, tirent sur les convois indiens en contrebas. Contraint à retourner vers Leh, je rejoindrai donc la plaine et New Delhi par la route de l'est.

Pendant une bonne semaine, je traverse des paysages lunaires qui décapent l'esprit. Une semaine de solitude où les hauts plateaux désertiques succèdent aux gorges profondes. Et en prime, une succession de six cols, dont deux s'élèvent à plus de 5 000 m au-dessus du niveau de la mer. Ma seule compagnie: de temps à autre, un aigle m'escorte

Cinq ans de dépénalisation de l'euthanasie

Le 16 mai 2002, la Chambre des Représentants adoptait la loi de dépénalisation de l'euthanasie. Cette loi n'a nullement provoqué de séisme: de manière progressive, le monde médical et la société se la sont appropriée. Il est désormais possible de parler calmement, en toute sérénité, de ce sujet, même si nous entendons encore quelques voix discordantes, telles celles de l'évêque de Namur, de l'un ou l'autre médecin, voire encore du CDH.

La Belgique, une exception?

Le débat ne progresse en effet que faiblement dans nos pays voisins. En Europe, seuls les Pays-Bas, qui font figure de pionniers, et la Suisse, qui reconnaît le suicide assisté, offrent à leurs citoyens cet espace de liberté qui permet de quitter une vie qui a perdu tout sens. Et dans le pays de Bush, l'État d'Oregon résiste pour maintenir le droit à l'assistance au suicide conquis par référendum en 1997.

En France, la question s'est timidement glissée dans le débat des présidentielles. L'opinion publique a été émue par le procès de l'infirmière Chanel et de la doctoresse Tramois, traduites devant la Cour d'Assises de Périgueux pour avoir accompli un acte d'euthanasie sur une femme atteinte d'un cancer, qui connaissait une agonie atroce¹. Tant Nicolas Sarkozy que Ségolène Royal ont formulé des réponses plus que prudentes. Ségolène Royal croit que «*dans le respect des personnes, il faut faire ce qu'ont fait d'autres pays européens, ouvrir le débat et mettre en place une législation qui permette d'apaiser les souffrances les plus intolérables*»². Quant à Nicolas Sarkozy, après avoir fait une petite ouverture en estimant qu'il y a des limites à la souffrance de l'être humain, il a rapidement mis les choses au point: «*je suis pour le respect de la vie, dans la mesure où la souffrance ne*

rend pas la vie impossible. Il y a des limites à la souffrance humaine. Mais je ne pense pas que cette question se règle par une loi. Comment voulez-vous qu'un texte recense tous les cas de fin de vie?»³.

Comment peut-on expliquer ces réticences certaines du monde politique français à ouvrir le débat? Comment justifier la place incroyable qu'occupe Marie de Hennezel, égérie des soins palliatifs érigés en machine de guerre contre l'euthanasie, qui apparaît en France comme «la» référence en ces questions? Comment expliquer le silence des «grands intellectuels», à l'exception de Michel Onfray et André Comte-Sponville? Axel Kahn reconnaît son opposition fondamentale à ce qu'il considère comme le suicide assisté, à savoir, selon une conception fort teintée d'idéologie chrétienne, l'aide à mourir à un patient qui ne se trouve pas en phase terminale. Autrement dit, selon cette conception, un homme devenu tétraplégique à la suite d'un accident de voiture, une femme atteinte de sclérose latérale amyotrophique n'ont guère d'autre alternative que poursuivre leur vie jusqu'à son terme «naturel» même si, à leurs yeux, elle a perdu tout sens, ou choisir, s'ils en sont encore capables, un mode de suicide violent tel que la chute dans le vide du haut d'un immeuble ou encore la noyade dans un canal.

Bilan en Belgique: humanisation de la fin de vie

Revenons toutefois à la Belgique et au bilan que l'on peut tirer après bientôt cinq ans d'application de la loi.

Sur le plan des chiffres, la Commission d'évaluation et de contrôle a eu l'occasion d'examiner quelque 1 600 déclarations depuis l'entrée en vigueur de la loi, soit depuis le 22 septembre 2002. Le nombre des déclarations a augmenté de manière progressive: 8 par mois en 2002, 19 en 2003, 29 en 2004, 33 en 2005 et 36 en 2006.

Derrière cette arithmétique sèche, se trouve l'histoire d'hommes et de femmes qui, atteints d'une affection grave et incurable, ont bénéficié de cette aide à mourir en toute dignité, et les affres d'une longue dégradation qu'ils estimaient vide de signification leur ont ainsi été épargnées. Et que dire de ces médecins qui ont accepté d'ouvrir le dialogue avec leurs patients, se sont interrogés avec eux à propos de ces décisions à prendre, ont accepté de poser ce geste ultime de solidarité et ont pu le faire en toute clarté, avec les moyens adéquats, sans devoir se cacher, sans craindre une dénonciation généralement «anonyme».

Il faut lire les lettres de ces médecins qui, parfois confrontés pour la première fois de leur carrière à une demande d'euthanasie, ont découvert la profondeur et l'intensité de ces moments où l'on quitte la sphère purement technique de l'acte médical pour dialoguer à propos du sens de la vie, et ont pu connaître cette émotion du dernier «merci» exprimé par le patient avant le geste, et qui ont reçu des lettres de remerciement des proches qui leur confiaient avoir pu préparer leur deuil avant la séparation.

Que l'on se donne la peine de faire un petit retour en arrière pour se rappeler la situation avant 2002. En plein débat au Sénat, deux médecins de l'Hôpital de la Citadelle de Liège sont inculpés pour homicide, l'un d'eux subissant

cinq jours de détention préventive. Ils avaient fait l'objet d'une dénonciation «anonyme»... La famille du patient les soutiendra: leur seul crime avait été de respecter la volonté de leur patient. Après le vote de la loi du 28 mai 2002, ils bénéficieront d'un non-lieu⁴.

Le 8 juillet 2000, Jean-Marie Lorand, qui avait osé témoigner publiquement de sa demande d'être aidé à mourir dignement, accède à l'euthanasie. Le médecin qui a accepté de l'accompagner savait qu'il risquait des poursuites. Afin d'impliquer un minimum de personnes, ce médecin était seul auprès de Jean-Marie Lorand. Après que Jean-Marie a poussé son dernier souffle, il a refermé la porte et s'est retrouvé seul, mille questions se bousculant dans sa tête: allait-il connaître des poursuites judiciaires, des poursuites disciplinaires? Certes, il avait agi en toute conscience. Il n'empêche qu'il se posait la question de son avenir. Lui aussi, bénéficiera d'un non-lieu après l'entrée en vigueur de la loi.

Et que dire de ces «cocktails lytiques» souvent administrés par des infirmières, parfois après en avoir parlé avec les patients et la famille, mais aussi très souvent sans discussion préalable.

Incontestablement, cette loi a permis d'humaniser des fins de vie.

Toutes les demandes d'euthanasie sont-elles entendues?

Sans doute existe-t-il encore une difficulté pour certains médecins d'entendre les demandes d'euthanasie. Comment ne pas le comprendre? Par le passé, ce n'était pas au patient qu'il revenait de prendre les décisions médicales. Même si celles-ci avaient un impact sur la durée de vie du patient, elles revenaient au seul médecin. Aujourd'hui, le patient peut formuler une telle demande et ne pas se contenter d'une réponse évasive.

Entendre une demande ne veut pas dire que l'euthanasie se trouve né-

© ACP

Le manifeste de 2 000 médecins et infirmières qui disent avoir «aidé des patients à mourir avec décence» (mars 2007).

cessairement au bout du chemin: le médecin aura à informer son patient de toutes les solutions thérapeutiques et palliatives, à mener divers entretiens pour exclure une demande qui ne serait pas volontaire mais induite par la famille ou tout autre élément extérieur, à combattre les éventuelles douleurs qui obsèdent le patient. Celui-ci sera vu par un autre médecin qui examinera la situation avec un regard neuf, et pourra éventuellement songer à une autre solution qui n'apparaissait plus aux yeux ni du patient, ni de son médecin traitant.

Si, au bout de ce cheminement, une décision d'euthanasie est prise, le médecin devra encore s'assurer qu'il puisse accomplir cet acte de la manière la plus adéquate possible et offrir à son patient une mort sereine, rapide, sans souffrance. Et les médicaments à utiliser ne font certes pas partie de la trousse classique du généraliste...

Entendre une demande d'euthanasie n'exige pas seulement une compétence technique: le médecin doit surtout témoigner de qualité d'écoute, de communication, sciences qui ne font pas nécessairement partie du cursus universitaire.

La loi a prévu la clause de conscience: nul ne peut être forcé, contre sa volonté, de participer à un processus d'euthanasie. Le corollaire de cette liberté de conscience est l'obligation pour le médecin de répondre clairement à son patient et de lui permettre de consulter un autre médecin de son choix... en temps utile et non lorsque son état s'est à ce point dégradé qu'il a perdu toute force pour aller jusqu'au

bout de sa décision. N'a-t-on pas entendu certains médecins avouer que confrontés à une demande d'euthanasie, ils adressent leur patient à l'Institut Jules Bordet⁵. Comment se débarrasser de patients gênants...

Et demain...

Cette loi a créé un espace de liberté que beaucoup de pays nous envient. Certes, comme toute œuvre humaine, elle est perfectible. Basée sur l'autonomie de la personne, elle n'a pu répondre à la question des mineurs. Le champ d'application de la déclaration anticipée est limité à la situation d'inconscience irréversible. Aujourd'hui, la réponse à donner à des patients atteints d'Alzheimer qui craignent de passer au-delà du miroir, de devenir un autre être humain ou parfois une plante, est extrêmement difficile. Faut-il leur répondre de se hâter à demander une euthanasie tant qu'ils disposent de moments de lucidité? Poser la question illustre le dilemme.

N'oublions cependant pas qu'en ces matières éthiques, rien n'est jamais acquis. Sous prétexte du refus d'une extension de la loi, le CDH dit, en douze points, son opposition fondamentale à cette loi⁶. En quelque sorte, le CDH veut nous ramener huit années en arrière, avant les débats parlementaires et le vote de la loi. Ne galvaudons pas ce formidable progrès que constitue la loi du 28 mai 2002 qui a ouvert cet espace de liberté! ■

Jacqueline Herremans
Vice-présidente du CAL
Présidente de l'ADMD

1 Le 19 mars, Chantal Chanel a été acquittée, Laurence Tramois a été condamnée à un an de prison avec sursis.

2 AP 19.02.2007.

3 Site internet de l'UMP - «L'abbé-cédaire des propositions de Nicolas Sarkozy».

4 *Journal des Procès* n°455 - La Chambre du Conseil de Liège applique la loi du 28 mai 2002 sur l'euthanasie, J. Herremans.

5 Débat «Opinion publique» RTBF - 26 mars 2007.

6 Pages 62-63 du programme fédéral 2007 du CDH.

Sarkozy 1^{er}, prince de la Nouvelle Europe

Nicolas Sarkozy se présente comme un Européen convaincu. Mais son Europe a des accents rumsfeldiens. Libéralisme échevelé et providence zéro.

Une journaliste française raconte volontiers cette anecdote: «Au sortir d'un Conseil européen, Nicolas Sarkozy avait voulu rencontrer les correspondants français en poste à Bruxelles. On s'était retrouvés tous autour d'une table avec celui qui n'était encore que ministre et il nous avait demandé en faisant la moue si nous nous plaisions bien ici. Il voulait dire dans ce curieux pays, cette ville un peu bordélique et ces fichues institutions européennes. Il y a alors un petit malin qui a levé la main en disant: "Oui, nous aimons vivre ici car on peut s'y faire avorter, euthanasier et fumer des joints sans risquer la prison". Sarko en était resté tout paf».

La France dirigée par Sarkozy, est-ce une bonne nouvelle pour l'Europe libre de ses pensées et de ses mouvements? Il n'y a évidemment pas qu'une seule réponse. L'Union européenne végète dans un tel immobilisme que l'arrivée d'une nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques dans deux pays aussi importants que la France et l'Allemagne doit être considérée comme un encouragement. Paris comme Berlin auront à cœur de montrer que le moteur franco-allemand a encore quelques chevaux sous le capot. La rengaine est connue. Au lendemain de la présidentielle française, la chancelière allemande Angela Merkel s'était en tout cas réjouie de rencontrer en Nicolas Sarkozy un allié précieux pour aboutir aux réformes annoncées.

«La France est de retour en Europe»

Pour ceux qui ont osé douter de l'intérêt de la France sarkozienne pour l'Union, il y eut le discours du 6 mai: «Ce soir, la France est de retour en Europe», avait déclaré au soir de son élection le futur président, lançant «un appel à nos partenaires européens auxquels notre destin est profondément lié pour leur dire que toute ma vie j'ai été un Européen, que je crois profondément, que je crois sincèrement en la construction européenne et que ce soir la France est de retour en Europe». S'ensuivit un renvoi d'ascenseur aux «nonistes», à ceux qui ont dit non le 29 mai 2005 à la Constitution européenne: «Je conjure nos partenaires européens de ne pas rester sourds à la colère des peuples qui perçoivent l'Union européenne non

comme une protection mais comme le cheval de Troie de toutes les menaces que portent en elles les transformations du monde».

Sarkozy l'Européen? Il est dès lors curieux qu'il ait séché depuis le début de l'année 2006 tous les conseils des ministres de l'UE. Réponse d'un proche: «Monsieur Sarkozy ne pouvait passer une journée dans une réunion où cinquante-quatre personnes (un ministre de l'Intérieur et un ministre de la Justice pour chacun des vingt-sept États membres) étaient autorisées à parler deux minutes». Et le ministre de l'Intérieur français de préférer les rencontres bilatérales, sans doute plus payantes, mais fatalement à rebours de l'idéal communautaire.

Autre contradiction: comment peut-on concevoir l'Union européenne

comme le cheval de Troie de la mondialisation lorsqu'on prône soi-même un libéralisme qui n'a rien à envier au thatchérisme? Margaret Thatcher a fait de la Grande-Bretagne une économie essentiellement tournée vers le tertiaire. La production industrielle s'y est raréfiée. On voit donc mal comment Sarkozy parviendrait à stopper les délocalisations qui envoient les ouvriers par milliers au chômage et font les beaux jours du CAC 40. Le retour annoncé vers l'Hexagone des grandes fortunes en exil en dit long sur ce qu'il faut en penser.

À moins... À moins que Nicolas Sarkozy n'ait voulu suggérer en parlant d'une Europe «protection» qu'il serait temps de donner une vraie politique sociale à l'UE. Ce sursaut du cœur serait toutefois étonnant chez celui qui a fait du ras-le-bol de l'assistanat un thème-clé de sa campagne.

Sa campagne, parlons-en. Elle aurait dû théoriquement lui valoir au moins un avertissement de l'UE. La seule promesse de créer un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, termes aux relents nauséabonds, est une insulte aux valeurs démocratiques de l'Union. En d'autres temps, l'Autriche s'était vu mise en quarantaine parce que Jörg Haider avait abusé de slogans xénophobes et nationalistes. Sarkozy n'a pas incité à la haine de l'étranger —bien que des mots comme «racaille» ou «kärcher» entretiennent soigneusement l'équivoque— mais sa «fierté d'être français» vaut bien ce «vrai Autrichien» dont les photos couvraient les murs de Vienne en 2000. S'agissant de la France, aucun de ses vingt-six partenaires n'osera bien sûr demander des comptes.

Une logique (ultra)libérale légitimée

Quoi qu'on en dise, l'arrivée de Nicolas Sarkozy n'augure en rien d'un nouveau style politique dans le concert européen comme ce fut le cas en 1997 avec Tony Blair. Mais elle conforte ceux qui ont pris le pouvoir grâce à la démagogie et aux vieilles ficelles du populisme. La surenchère est annoncée. Si la presse française, à l'exception notoire d'un *Marianne* vite devenu *collector*, a préféré ne pas s'appesantir sur la face sombre du candidat UMP, les journaux étrangers ne s'y sont pas

trompés. Durant la campagne, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en a fait «l'homme le plus ambitieux et le plus impitoyable d'Europe qui n'a pas de vraie conviction, mais s'aligne sur l'humeur du peuple». *El País* a vu en lui l'héritier populiste des «régénérationnistes de la droite espagnole de la fin du XIX^e siècle». *Le Soir* l'a taxé de «dangereux». Une radio suédoise encore s'est interrogée sur le «risque de dictature» qu'il pourrait représenter¹.

L'égotique Nicolas Sarkozy s'est sans doute rêvé un jour en Napoléon. Fort heureusement, l'Europe d'aujourd'hui préfère la paix à la guerre, et les ambitions démesurées ont tôt fait de laisser la place à l'absolue nécessité de trouver des compromis autour de la table à vingt-sept. La France a besoin de l'Europe, ne fût-ce que pour maintenir son agriculture la tête hors de l'eau. L'Europe ne pourrait se passer longtemps de la France. C'est davantage la légitimisation de la logique (ultra)libérale qui traverse l'Union qu'il faut craindre en Sarkozy. Jacques Chirac votait à droite mais son cœur était celui d'un radical-socialiste. Avec Sarkozy, l'Hexagone devrait oublier rapidement les enjeux de la solidarité pour leur préférer le tout-à-l'économie. L'auteur d'une récente biographie consacrée à Margaret Thatcher, l'historien et avocat Jean-Louis Thiériot, explique à quel point «la dame de fer» a durablement influencé l'Europe en l'orientant vers le libre-échangeisme et la concurrence, donc vers moins d'État providence². La montée en puissance de la droite libérale française ne pourra que compléter, sinon accélérer cette tendance lourde qui a fait florès ces dernières années à l'Est, dans la Nouvelle Europe chère à Donald Rumsfeld.

Le résultat des législatives mis entre parenthèses, deux paramètres pourraient toutefois infléchir cette évolution. La réponse de la rue aux réformes sarkoziennes sera comme chacun sait un test-clé. L'absence de concertation a conduit plus d'une fois le pays à la paralysie. De la grève générale qui renvoya Alain Juppé à sa copie jusqu'aux grandes manifestations contre le Contrat première embauche (CPE), la contestation peut rapidement miner un pouvoir en France. Sarkozy tiendra-t-il comme Thatcher autrefois face aux mineurs? La réponse à cette question dira jusqu'où le premier des Français est capable

d'imposer ses vues dans un pays où le conservatisme n'est pas un vain mot. Et jusqu'où il peut être pris au sérieux dans sa volonté de changer l'Europe.

L'autre paramètre important, ce sont les hommes qui entourent le nouveau président. Car à côté de quelques arrogants, on trouve des Européens convaincus comme Alain Lamassoure et l'ex-commissaire à la Politique régionale Michel Barnier. Ceux-là veulent croire que le nouvel élu sera un artisan actif de la construction européenne. Nicolas Sarkozy voudrait que «l'Europe devienne vraiment politique, que quand on va à Bruxelles, on fasse des choix tranchés, des choix politiques, et que l'on ne se contente pas de laisser la Commission gérer le grand marché», expliquait en mai dernier l'eurodéputé Lamassoure au *Soir*³.

L'avenir dira ce que valent les convictions européennes de Nicolas Sarkozy et sa capacité d'influer sur la négociation pour imposer par exemple cette préférence communautaire qui garderait à l'Union sa production industrielle. Une chose est sûre: la Turquie —où ont investi de grandes entreprises françaises— devrait lui donner du fil à retordre. Une première marche arrière a déjà été constatée: alors qu'il s'est prononcé contre son adhésion pendant la campagne électorale, Sarkozy parle désormais d'un nouveau type de relations avec Ankara, via notamment une union euroméditerranéenne. Comment cet atlantiste parviendra-t-il à convaincre les Turcs —et leur allié américain— de déchirer les pactes d'autrefois? Comment amènera-t-il les partisans du Grand Marché européen à changer d'avis, Grande-Bretagne en tête? Mystère.

Toute honte bue, l'ancien maire de Neuilly n'aura plus qu'à recourir au référendum, une disposition prévue par son prédécesseur en cas de nouvelle adhésion. Son populisme y fera merveille. ■

Pascal Martin

«L'homme le plus ambitieux et le plus impitoyable d'Europe, qui n'a pas de vraie conviction, mais s'aligne sur l'humeur du peuple».

1 Ces citations sont extraites de *Marianne*, n° 521, 14 au 23 avril 2007.

2 Jean-Louis Thiériot, *Margaret Thatcher, de l'épicerie à la Chambre des Lords*, Éditions de Fallois, 2007.

3 *Le Soir*, 8 mai 2007, page 18.

Que faire pour le Darfour?

Dans le Darfour, la question du «que faire?» a fini par occulter une autre interrogation: «que se passe-t-il réellement?»

Pour le comprendre, il faut se rappeler quelques points de base: c'est en 2003 que cette province soudanaise voisine du Tchad et vaste comme la France s'est soulevée contre Khartoum. Cette fois, il ne s'agissait pas, comme dans le Sud du pays, de tribus négro-africaines en lutte contre des Arabes, ou de chrétiens et d'animistes refusant d'appliquer la loi musulmane imposée par Khartoum. La révolte des populations du Darfour était animée par des motifs beaucoup plus simples: à l'époque, un accord de paix inclusif, le CPA (*Comprehensive Peace Agreement*) venait d'être signé entre les autorités de Khartoum et le Mouvement pour la libération du Sud Soudan, en épilogue de vingt années de guerre. Cet accord prévoit un recensement général et, pour 2011, un référendum par lequel le Sud pourrait, s'il le souhaitait, choisir l'indépendance. Dans l'immédiat, l'accord de paix promet aussi une plus juste répartition des recettes pétrolières jusqu'à présent accaparées par le gouvernement central, alors que les nappes se trouvent dans le centre du pays et plus précisément sur la frontière entre le Nord et le Sud.

Il faut se rendre à El Fasher, la capitale du Darfour, pour se rendre compte du degré de dénuement de cette province: 200 km de routes asphaltées, de petites maisons de banco, d'immenses étendues semi-désertiques dépourvues de tout projet d'irrigation. Depuis toujours, les habitants du Darfour, des cultivateurs pratiquant une économie de subsistance (récoltant, entre autres, la gomme arabique) et des éleveurs en perpétuelle transhumance à la recherche de points d'eau, ont été parmi les plus négligés des citoyens soudanais: ils fournissaient

des soldats pour la guerre dans le Sud, participaient à toutes les luttes pour le pouvoir au Tchad voisin (c'est avec l'appui des Zaghawas du Darfour que le président tchadien Idriss Deby a conquis et gardé le pouvoir). L'accord de paix avec le Sud a fait comprendre aux peuples du Darfour à quel point ils avaient été négligés et au départ, les trois ethnies, Fur, Zaghawas et Masalit, sont entrées en guerre pour une meilleure répartition des ressources, plus de projets de développement.

Des populations civiles terrorisées

Avec l'appui du SPLM du Sud, qui se battait depuis toujours contre le «centre» au nom des périphéries oubliées, le SLA (Armée de Libération du Soudan) a vu le jour, bientôt suivi par un autre groupe rebelle, le Mouvement pour la justice et pour l'égalité. Avec l'appui de leurs cousins tchadiens, ces deux mouvements, composés de tribus non arabes, se sont affrontés à l'armée soudanaise. Cette dernière a fait appel à des supplétifs, les fameux «janjaweds» ou cavaliers, des jeunes –souvent arabes mais pas toujours– recrutés parmi les sans-travail, les déclassés et prêts à toutes les aventures.

Les années 2003 et 2004 furent terribles: militaires et janjaweds attaquèrent les villages, brûlèrent les huttes, pratiquèrent le viol systématique des femmes, forcèrent à l'exil plus de 200 000 personnes et poussèrent les autres dans d'immenses camps de réfugiés qui grandirent aux portes des villes, ponctionnant les rares ressources en eau potable et vivant uniquement grâce aux organisations non gouvernementales. Aujourd'hui en-

core, des bombardements terrorisent les populations civiles et préparent le terrain aux actions au sol des hordes de cavaliers. Amnesty International a accusé le gouvernement de Khartoum d'avoir fait peindre en blanc avions et hélicoptères afin de pouvoir les confondre... avec des appareils de l'ONU!

Aujourd'hui, alors que la situation dans le Darfour connaît une plus large publicité qu'à cette époque, le drame a dépassé sa phase la plus aiguë. Et cela pour une raison très simple: les opérations de contre-guérilla sont presque terminées, les trois quarts de la population vivent dans des camps de déplacés, les campagnes qui soutenaient les mouvements rebelles ont été vidées de leurs habitants. Pire encore, ces derniers ont été remplacés. À El Fasher, un réfugié qui tient à rester anonyme le déclare: «*voici un mois j'ai réussi à me faufiler jusqu'à mon village, pour voir si un jour je pourrais y retourner. C'est alors que j'ai compris: nos champs avaient été transformés en pâturages, des éleveurs semi-nomades s'étaient installés sur nos terres*».

Les populations du Darfour seront un jour comptées parmi les premières victimes du réchauffement climatique, qui voit le désert progresser et les nomades s'emparer progressivement des terres cultivées.

Un député du Sud, comme Atem Garang Deng, siégeant aujourd'hui à Khartoum, n'est pas surpris par la violence de la répression. Non sans amertume, il rappelle que la guerre dans le Sud a fait deux millions de morts et que les 200 000 victimes du Darfour suscitent beaucoup plus d'émotion...

Depuis trois ans, la communauté internationale est fortement mobilisée par la situation dans le Darfour, entre autres parce qu'aux États-Unis, les Noirs et les anciens militants de la lutte pour les droits civiques voient dans les iniquités de la société soudanaise (des Arabes «blancs» opprimant des Noirs animistes) un reflet des injustices dont ils ont été victimes tandis que les Églises chrétiennes, pentecôtistes entre autres,

ont pris fait et cause pour ces chrétiens persécutés par des musulmans. Même si dans le Darfour, à la différence du Sud, tout le monde est noir, janjaweds comme réfugiés, et que tout le monde est musulman, la mobilisation gagne du terrain. Elle embarrasse d'ailleurs les autorités américaines qui, d'un côté souhaitent «faire quelque chose», mais de l'autre sont soucieuses de ne pas bousculer le régime de Khartoum depuis que ce dernier s'est engagé dans la lutte contre le terrorisme (rappelons que Ben Laden avait séjourné au Soudan). Après l'Irak, la Somalie, l'Afghanistan, les États-Unis ne souhaitent pas ouvrir un nouveau front au Soudan, car la situation y deviendrait rapidement incontrôlable et pourrait déstabiliser le fidèle allié égyptien.

La pression de l'opinion internationale

C'est pour répondre à cette pression de l'opinion qu'en 2006, la communauté internationale a pesé de toutes ses forces pour encourager la signature de l'accord de paix sur le Darfour (DPA), tandis que se déployait une force de paix de 7 000 hommes envoyée par l'Union africaine (AMIS). Cependant, cet accord conclu à la hâte et sous la pression, souffre d'un grave défaut: il n'a été signé que par l'une des composantes de la rébellion, le SLA, tandis que d'autres groupes, le Mouvement pour la justice et l'égalité ainsi que le Front de rédemption nationale, poursuivaient les hostilités. Au lieu d'amener la paix, cet accord incomplet a aggravé la situation: des groupes rebelles, désormais antagonistes, se battent jusque dans les villes et dans les camps, les déplacés sont menacés par des factions rivales. De plus, profitant de ces divisions, le gouvernement soudanais a internationalisé la crise: alors que le président tchadien Deby, après avoir longtemps hésité, s'était vu dans l'obligation de soutenir ses cousins soudanais les Zaghawas, Khartoum a armé des rebelles tchadiens appartenant à d'autres ethnies. Au début de cette année, il a fallu une intervention de l'armée française, toujours présente au Tchad sous l'appellation d'Opération Épervier, pour sauver la mise du président Deby. En Centrafrique, le président Bozizé doit également faire face à des rebelles venus du Soudan. Ces menaces pesant sur

© AFP

Le Darfour, entre l'urgence absolue et le nœud gordien diplomatique.

deux régimes amis de la France expliquent la modération de Paris qui, au Conseil de Sécurité, se retrouve aux côtés de la Chine pour freiner d'éventuelles sanctions contre Khartoum.

En fait, la communauté internationale, indignée, pressée d'agir par l'opinion occidentale, est paralysée face au drame du Darfour: pour pouvoir secourir les déplacés, totalement dépendants de l'aide, les humanitaires doivent passer par Khartoum, qui délivre au compte-gouttes permis de travail et de séjour; sur le plan économique, des sanctions sont difficilement envisageables, non seulement parce que la Chine s'y oppose mais surtout parce que l'exploitation du pétrole dope l'économie, qui connaît une croissance de 11%. À toute vitesse, Khartoum se transforme, les vieux quartiers sont détruits, de nouveaux hôtels, des banques, des bureaux poussent comme des champignons et l'élite de la capitale, en voie d'enrichissement rapide, se montre relativement imperméable aux pressions.

Afin de protéger les populations du Darfour, l'idée d'une intervention militaire menée par les Nations unies est souvent évoquée. Le Soudan s'y oppose absolument, soutenu au Conseil de Sécurité par la Chine. Mais même si le principe était retenu, le «comment» poserait un défi insoluble: dans cette province vaste comme la France, déployer 20 000 hommes en appui de la force africaine, déjà paralysée par le manque de moyens et les agressions dont elle est l'objet, serait une mesure totalement insuffisante. Sécuriser le Darfour requerrait une force de 100 000 hommes au moins, et aucun pays n'est actuellement prêt à en fournir les effectifs ou à financer son déploiement. À cela s'ajoute

un problème très simple et insoluble: dans cette région touchée par la sécheresse, où trouver l'eau dont auraient besoin les soldats de la paix? Aucun forage ne serait suffisant...

Diplomatie

C'est pour cela que le dernier mot, une fois de plus, revient à la diplomatie: lors de son dernier voyage au Soudan, le ministre belge des Affaires étrangères Karel De Gucht, qui présidera en juin le Conseil de Sécurité, a préconisé un nouveau tour de table, afin de rouvrir l'accord de paix à ceux qui n'en étaient pas signataires, et cela afin que «tout le monde monte à bord». Mais les Soudanais lui ont fait valoir qu'il était assez paradoxal de souhaiter entamer une négociation avec des hommes qui, par ailleurs, faisaient l'objet de mandats d'arrêt délivrés par la Cour pénale internationale, comme le ministre des Affaires humanitaires Ahmed Haroun, considéré comme le parrain des janjaweds.

À terme, ainsi que le souligne l'ancien Premier ministre Sadiq el Mahdi, «seul un changement de pouvoir à Khartoum pourrait apporter une solution au Darfour et rendre plus équitables les rapports entre le centre et la périphérie. Il faut que la communauté internationale exige de discuter avec d'autres que des putschistes ou des génocidaires». L'ennui, c'est qu'ils ne sont pas au pouvoir... ■

Colette Braeckman

Congo : la culture pour baliser le chemin vers l'unification

Le théâtre au service de l'espoir

Des pièces jouées à Matadi, Mbuji-Mayi, Lubumbashi, Goma, Bukavu, Kisangani, Kinshasa: un grand, un immense espoir vient de naître pour le peuple congolais, ravagé par la guerre... Victimes toutes désignées: les enfants. Rencontre avec Roland Mahauden, directeur du Poche: un Africain dans l'âme.

Figure historique du théâtre «engagé» belge, Roland Mahauden et son Théâtre de Poche pratiquent la culture vivante depuis longtemps. La tournée nationale congolaise pour «Verre cassé», une hilarante «comédie de comptoir» à l'africaine, n'est qu'une initiative parmi d'autres. L'authenticité est au rendez-vous, et les acteurs tous Congolais.

© Stéphanie Jassogne

Verre cassé d'Alain Mabankou, joué par une compagnie congolaise.

Mais déjà se profile la lutte contre les abuseurs d'enfants, maltraités par des «familles» exsangues pour lesquelles ils ne représentent que des bouches à nourrir. Des bouches, de plus, assassines. Enfants soldats, enfants sorciers... âmes damnées? Le bruit des balles se fait toujours entendre mais le patron du Poche est déjà reparti en RDC. Les récentes élections démocratiques qualifiées d'«historiques» (les premières depuis 46 ans!) n'ont pas apaisé les esprits. Loin de là.

Roland Mahauden, vous vous rendez au Congo plusieurs fois par an. Vous avez tout vu, là-bas: contrairement

à certaines affirmations, la haine et le risque de mort violente sont omniprésents?

I Roland Mahauden: Pas partout, mais les camions criblés de balles la veille, les assassinats et autres règlements de compte, c'est en effet un certain quotidien. J'ai été fort ému par le sort que subissent ces très jeunes gens qu'on appelle les «enfants soldats». Ils sont des dizaines de milliers qui, pour une «avance» de 100 dollars, se vendent corps... et surtout âme. Imaginez qu'ils sont félicités «au nombre de têtes d'ennemis» ramenées au QG! Au retour à la «maison» (s'il a lieu, nombre d'entre eux traînant dans le maquis), ils sont mal vus, chassés, voire pourchassés; car, «comme les grands», ils ont massacré, violé, répandu la terreur... De là notre campagne contre la traite des enfants soldats. Il ne devrait pas avoir –il n'y a pas– d'enfants «destinés» à devenir soldats. J'ai engagé l'un d'entre eux pour la pièce itinérante qui circule là-bas: le garçon avait à peine 17 ans et il était déjà capitaine, ayant un nombre de têtes coupées très intéressant (*sic*). Et pourtant, il était vraiment doué pour la scène... La campagne «Tous en scène pour la Paix» se propose justement de tenter de faire oublier à ce peuple congolais que j'aime tant ces actes abjects motivés par l'argent et contribuer à la réinsertion de ces enfants perdus, car détestés par une bonne partie de la population.

Vous avez connu le Congo riche de cultures et de traditions, juste après l'Indépendance?

I R. M.: Oui, dès 1965 et la constitution du Ballet national folklorique du

Congo, puis en 1966 avec le Festival d'Art nègre. À cette époque, jeune homme, je sillonnais le Congo pour rencontrer toutes les tendances de la danse et de l'art du récit. Aujourd'hui, les Congolais ont hélas perdu beaucoup de leurs traditions, détruites par la guerre, comme leurs routes souvent impraticables. Il faut absolument les aider. Comme l'a habilement remarqué Amnesty, le Congo, c'est le «11 septembre» tous les jours... Mais eux, ils sont noirs et pauvres, d'où l'indifférence de l'Occident.

Vous vous intéressez maintenant, par le biais d'une nouvelle pièce de votre création, à une autre aberration: les enfants sorciers?

I R. M.: On en a parlé un peu: dans le quartier Matongé à Bruxelles, il y a eu des cas d'enfants sorciers. Le scénario est toujours le même: il existe chez les Congolais des sortes de «pasteurs» issus d'une tendance religieuse extrémiste, isolée des Congolais modérés (c'est-à-dire la plupart), qui s'introduisent dans les familles pour «réparer ce qui ne va pas» mais dont le but en réalité est de rançonner et de tuer les enfants jugés «encombrants». Ces gosses sont déclarés «sorciers» alors qu'ils sont parfaitement normaux ou avec une caractéristique pathologique qui devrait être soignée: épilepsie, troubles mentaux, handicaps divers... Les familles servent de l'exorcisme (en réalité une mise à mort) pour se débarrasser de ces «éléments nuisibles» et coûteux. C'est ignoble, épouvantable. Il n'y a pas d'enfants sorciers: il n'y a que de faux prophètes. Notre nouvelle campagne, «Un enfant, c'est pas sorcier» en collaboration avec le CGRI et M.-D. Simonet, l'explique à nouveau sous une forme théâtrale, simple mais efficace. On dresse un décor en bambou, on recrute les «acteurs» sur place au Congo, et en avant! La «réponse» des Congolais est extraordinaire...

La culture, et singulièrement le théâtre, comme arme contre la barbarie. À la clé, la (re)construction démocratique de ce beau mais gigantesque pays en quête d'unification qu'est le Congo. ■

Olivier Swingedau

Territorialité

Être, dire, montrer

La liberté de conscience, cela va de soi, ne va pas sans liberté d'expression. Que serait en effet la liberté de conscience si elle ne s'accompagnait pas de la liberté d'exprimer ses convictions? Cela nous ferait une belle jambe, si nous n'étions autorisés à penser qu'à condition de taire, et menacés de poursuites pénales sitôt que nous prétendons exprimer ce que nous pensons. Aussi suis-je une farouche militante de la liberté d'expression, condition *sine qua non* de la démocratie.

Encore faut-il s'entendre sur ce qu'est la liberté d'expression, sur sa portée et sur ses limites. La calomnie, par exemple, est de toute évidence un détournement de la liberté d'expression. Aussi faut-il, —comme le rappelait le Procureur du Roi lors de l'audience du procès qui m'opposait récemment, aux côtés de *RésistanceS* et de l'agence de presse Belga, à *Belgique & Chrétienté* et Alain Escada— disposer d'éléments suffisants permettant d'avancer ce qu'on avance*.

Soit. Mais ceci vaut pour les faits, non pour les convictions. Si je suis intimement convaincu que l'univers a été créé par Mireille Mathieu et Donald Duck (comme le représentait un savoureux dessin déjà ancien de Philippe Geluck), je n'offense personne, si ce n'est le bon sens. De même, si je suis catholique, musulman, athée ou juif pratiquant, j'ai de toute évidence le droit de le dire, même si ce faisant, je choque ceux qui ne partagent pas mon opinion et estiment que je fais fausse route, voire que j'insulte leur conception personnelle de la Vérité.

Les convictions philosophiques doivent donc avoir le droit de s'exprimer. Sans cela, pas de démocratie qui tienne. Et ce, même si cela doit mener à des conflits, verbaux s'entend. Le respect des idées, qui prétend trop souvent se substituer à celui des personnes ou se confondre avec lui, est un concept fallacieux, qui tend à museler toute pensée critique. En démocratie, il importe que l'on ait le droit de critiquer les idées, toutes les idées. De dire que celle-ci nous paraît absurde,

celle-là dangereuse, telle autre potentiellement liberticide.

Faut-il pour autant afficher ses convictions philosophiques en tout lieu? Est-ce violer la liberté d'expression que d'établir des règles qui limitent le port de signes d'appartenance religieuse, politique ou philosophique? Je ne le pense pas.

D'abord parce que ces règles, ne l'oublions pas, ne s'appliquent qu'à certains lieux, dont le législateur estime qu'ils doivent rester neutres, en tant qu'ils constituent une émanation de l'État. C'est le cas de l'école officielle ou des administrations, ou encore des hôpitaux publics. Autrement dit, rien n'interdit à un athée, à un musulman, à un républicain ou à un socialiste de travailler dans ces lieux, ni d'exprimer ses convictions lors de discussions avec ses collègues, tant qu'il accepte d'apparaître comme neutre dans l'exercice de ses fonctions.

Ensuite parce que la liberté de dire n'est pas celle de montrer. Dans une administration publique, je peux dire que je suis fumeur, mais je ne peux pas fumer. Je peux raconter à mes collègues mes dernières vacances dans un camp naturiste, mais je ne peux pas m'adonner au naturisme. Je peux dire que je fréquente la mosquée le vendredi ou que je porte le voile, mais je ne peux pas dérouler mon tapis de prière ou porter le voile. Est-ce une limitation de ma liberté d'expression? Sans doute. Mais est-elle inacceptable?

À ce stade, certains doivent déjà fulminer en me voyant mettre sur le même pied le fumeur, le naturiste et le croyant. Je les rassure: j'ajoute bien volontiers l'athée à la liste, qui sera prié de ne pas exhiber son flambeau laïque ou son t-shirt «À bas la calotte». Mon propos, en effet, est seulement de rappeler que la cohésion sociale implique le respect de certaines règles relatives à la vie en collectivité. Car si chacun se comportait, dans un lieu public, exactement comme ça lui chante, cette cohésion sociale serait mise en danger. J'imagine avec effroi l'ambiance d'une

© AFP

L'interdiction de fumer, tout comme d'autres limites à la liberté individuelle: une règle du «vivre ensemble».

salle des professeurs dans laquelle chacun arborerait ses convictions sur son t-shirt. Nous n'aurions plus affaire à des collègues enseignants mais à des militants de diverses causes probablement peu compatibles entre elles. J'en reviens donc à mon dada: la territorialité. Une société sécularisée est une société qui, par définition, distingue le temporel du spirituel, assignant par là un lieu à ce dernier et lui refusant le droit de légiférer dans la sphère temporelle.

Bref, il faut que des règles communes existent, et qu'elles soient établies non au nom de Dieu —car sinon il faudrait tenir compte des convictions philosophiques de chacun, ce qui vouerait l'entreprise à l'échec ou mènerait à la domination absolue d'une conviction sur toutes les autres— mais au nom du vivre ensemble. C'est en son nom qu'on a interdit récemment aux fumeurs d'en griller une au restaurant; c'est en son nom qu'on interdit la nudité en public; c'est en son nom qu'on peut, me semble-t-il, imposer à chacun une certaine retenue dans l'expression de ses convictions philosophiques. Car dire n'est pas montrer. ■

Nadia Geerts

Il faut que des règles communes existent, au nom du vivre ensemble.

* Cet article a également été publié sur le blog de Nadia Geerts (voir <http://nadiageerts.over-blog.com>).

Au Congo, le spectacle *Verre cassé* d'Alain Mabankou, créé en novembre 2006 à Kinshasa, Brazzaville et au Théâtre de Poche, est une avant-première à la manifestation Yambi 2007, qui signifie «Bienvenue», et qui se déroulera de septembre à novembre 2007. Avec le soutien d'Africalia-Belgique, du CGRI, du Centre Wallonie-Bruxelles de Kinshasa et des autorités congolaises.

Et pourquoi pas un bel avenir pour Bergson?

François Azouvi retrace l'étonnant destin d'une philosophie à la mode en France de 1900 à 1914 et qui constitue un véritable champ magnétique.

À chaque période, en théorie, son philosophe qui est là pour l'exprimer. Allons-y pour la valse des —ismes! Longtemps nous avons eu le sartrisme, ou le sartro-marxisme, auquel ont succédé le structuralisme dominé par Claude Lévi-Strauss et le foucauldisme, plus exactement le de-leuzo-foucauldisme. Aujourd'hui, nous vivons sous une constellation plutôt libérale, mâtinée de néo-humanisme. Aucun nom ne se détache de l'assemblée des penseurs. Nous avons beaucoup de vulgarisateurs plus ou moins doués: pisse-copie impénitents, ils ont une présence médiatique sans rivale dans la mesure où ils offrent aux journalistes le prêt-à-penser qui leur permet d'habiller leur gazette. Nous comptons aussi beaucoup de spécialistes d'inégal intérêt, mais, au total, nous serions bien en peine de citer un philosophe autour duquel se fédèrent les esprits et surtout les âmes. Ce sont les plus de cinquante ans qui se remémorent le bon vieux temps de l'identification immédiate avec Sartre. Mais fort peu d'entre eux savent que, du point de vue de la notoriété, le pape de l'existentialisme avait eu un précurseur: Henri Bergson.

François Azouvi est un spécialiste de ce que les Allemands appellent *Rezeptionsgeschichte*, histoire de l'accueil fait à une œuvre à travers le temps ou à une période donnée. Il a montré son savoir-faire dans son étude sur Descartes et la France¹. Il était tout désigné pour aborder «la gloire de Bergson»² et suivre l'étrange parcours d'une philosophie qui, durant une quinzaine d'années, fut à la mode au point de devenir, dans tous les domaines de l'art et de la pensée, la référence

obligée. À propos de Bergson, il sied vraiment de parler d'un interprète magistral dont la fonction ne consista pas seulement à *représenter* le réel, mais à le *créer*³. Au sommet de son intensité, le bergsonisme fut un champ magnétique: il combla de multiples attentes, il fit défaillir les dames du monde tout en servant de point de ralliement aux avant-gardes. En fin de compte, retraçant par le menu, via les commentaires publiés dans les revues, cette histoire merveilleuse d'«effet Bergson», François Azouvi nous incite sans le vouloir à nous demander si le penseur de l'élan vital n'a pas de nouveau, dans les conditions où nous nous trouvons, un bel avenir devant lui.

Mais sérieux les problèmes. Ce qui intéresse d'abord l'auteur, c'est la manière dont, en France, le terrain fut préparé pour recevoir la semence bergsonienne. Aucune philosophie, on ne saurait trop le rappeler, ne naît de rien. Bergson a profité du climat de religiosité renaissante après des années de scientisme triomphant. Le mathématicien qu'il était avait plus que tâté de la science dure et pure. Dès son premier livre, *l'Essai sur les données immédiates de la conscience*, son apport n'en fut que plus remarquable. D'où procède notre liberté, de notre «moi profond», instinctuel, ou de notre «moi supérieur», notre «moi réfléchi et intellectuel»? À l'époque, la question irritait déjà l'un de ses commentateurs. Elle n'allait cesser de travailler les esprits et la réponse qui lui serait donnée (qui peut encore lui être donnée aujourd'hui, compte tenu des travaux scientifiques sur l'incroyable autonomie du cerveau⁴)

conditionnerait plus ou moins l'engagement politique du questionneur. D'un côté, les cartésiens juchés sur leur raison, de l'autre, les bergsoniens attirés par l'irrationalisme au risque de s'y perdre.

Au temps de sa splendeur, il faut se représenter le magistère de Bergson comme l'exercice d'un pouvoir magique. Entre le professeur et ses admirateurs, le lien implique un échange qui relève autant du mysticisme que de la contestation. Venir écouter les leçons du maître au Collège de France, rival de l'Université, c'est faire le choix de la transgression valorisante, c'est prendre plaisir à provoquer l'establishment académique ou catholique (le penseur, rappelons-le, sera mis à l'index). C'est aussi jouer la poésie contre son contraire, se reposer sur l'intuition qui donne accès à la vraie vie. Étymologiquement, l'intuition procède du latin *intueri*, contempler, fixer ses regards sur un objet. Les Grecs parlent de *diaisthêsis*, sensibilité qui pénètre au cœur des choses pour tenter d'atteindre l'inexprimable⁵. Du bergsonisme à l'art moderne fondé sur la suggestion et l'incessante métamorphose, il n'y a désormais qu'un pas. Contre tout ce qui fige, la guerre est déclarée. Adieu l'analyse, la maîtrise, la ligne claire, la distinction nette entre les choses! La vérité ne se conçoit que comme mouvement, comme accord parfait avec notre mélodie intérieure.

Tout laisse croire que le philosophe n'est plus là pour changer le monde, mais pour le gérer au mieux de sa subjectivité. En fait, toutes les lectures de Bergson ne se ressemblent pas. Au bergsonisme «contemplatif» répond, sous la plume de Sorel, un bergsonis-

me «de gauche». Annexant à son tour l'auteur de *Matière et mémoire*, Péguy lui demande de plaider en faveur de l'histoire qu'il admire, celle de Michelet, contre l'histoire pratiquée par les scientifiques. Dans la foulée, Bergson se révèle un aussi bon allié dans le combat contre l'hyperspécialisation universitaire et l'oubli des lettres anciennes. En toute circonstance, c'est un philosophe de choc et qui choque, rassemblant autour de lui des énergies contradictoires en quête d'héroïsme et de sainteté. Qui d'autre que lui se paierait le luxe de gagner les faveurs de certains représentants de la droite nationaliste, comme Gilbert Maire, tout en s'aliénant Charles Maurras?

Il n'est pas difficile d'envisager toutes sortes de manières d'actualiser une telle philosophie qui eut l'heur de séduire jusqu'aux syndicalistes révolutionnaires! Si, à l'époque de son triomphe, elle sut, par sa musique,

sa force incantatoire, combler une attente, un besoin de grandeur que ne pouvaient satisfaire les bas calculs d'une société suant l'ennui, ne doit-on pas ici et maintenant lui prédire un futur assuré? L'avenir de Bergson dépend de notre capacité d'adhésion à des envolées comme celle-ci que l'on trouve dans *L'Évolution créatrice*: «Tous les vivants se tiennent, et tous cèdent à la même formidable poussée. L'animal prend son point d'appui sur la plante, l'homme chevauche sur l'animalité, et l'humanité entière, dans l'espace et dans le temps, est une immense armée qui galope à côté de chacun de nous, en avant et en arrière de nous, dans une charge entraînant capable de culbuter toutes les résistances et de franchir bien des obstacles, même peut-être la mort»⁶.

En définitive, François Azouvi montre que le bergsonisme joua, à maintes reprises, un rôle de catalyseur des éner-

gies individuelles, qu'elles soient portées au mysticisme, à l'anarchisme ou à l'avant-gardisme. Après la boucherie de 14-18, cette parole galvanisante allait perdre beaucoup de son crédit: son optimisme à tout crin faisait mauvais genre. Sous l'élan vital, on ne voulait plus voir que la pulsion de mort. «Dans une époque marquée par le traumatisme de la guerre totale, résume l'auteur, une doctrine incapable de penser le négatif, mieux, une doctrine qui fait du néant une pseudo-idée, ne peut qu'apparaître en décalage avec les préoccupations maîtresses du moment». C'en était fini de la belle sérénité. Paul Nizan n'avait pas assez de mots pour fustiger une «philosophie de porteurs de dividendes». À Jean-Paul Sartre, il ne restait plus qu'à donner le coup de grâce philosophique. Ce qu'il fit en 1936 dans *L'Imagination*. La terre des hommes se nommait désormais Absurdité. ■

Michel Grodent

⁶ Cité par André Robinet, *Bergson*, Seghers, Philosophe de tous les temps, n°21, p. 124.

Buffon, «La plus belle plume de son siècle»

Si tout ou partie du style de Bergson peut encore séduire un lectorat capable de penser en termes de vie cosmique et non pas simplement individuelle, c'est également la forme qui retient l'attention d'un lecteur novice dans les *Œuvres* de Buffon hébergées au sein de la prestigieuse Pléiade¹. Au demeurant, tout est fait ici pour nous convaincre de goûter un phrasé, plutôt que d'adhérer à un appareil scientifique passablement démodé, il est vrai. Dans sa préface, Michel Delon nous fait bien prendre conscience du fossé qui sépare l'accueil enthousiaste réservé à Buffon aux XVIII^e et XIX^e siècles et l'absence cruelle de réception dont il pâtit de nos jours. Écrivain sensuel qui fait participer le lecteur à ses propres découvertes, le naturaliste ne disjoint pas science et conscience, savoir et plaisir et c'est dans cette mesure que Rousseau a pu saluer en lui «la plus belle plume de son siècle». Illustrée de gravures d'époque, l'édition de la Pléiade est fondée sur un bon principe: «les textes ont [...] été sélectionnés à la fois pour leur attrait littéraire et pour leur importance dans l'histoire des sciences et de la pensée». Buffon était un penseur des Lumières au sens où il avait la politesse de son style, toujours accessible, et la lucidité de son âme, rarement prise en défaut. «La vraie philosophie est de voir les choses telles qu'elles sont», proclamait-il dans son *Histoire naturelle de l'homme*. Un beau programme qu'il n'est pas si facile de réaliser. ■

© AFP/Mollet

Expérience des miroirs ardents, par Buffon (1707-1788). Reproduction du système inventé par Archimède pour détruire les navires romains, lors du siège de Syracuse. Gravure du XIX^e siècle.

M.G.

¹ Buffon, *Œuvres*, préface de Michel Delon, textes choisis, présentés et annotés par Stéphane Schmitt, avec la collaboration de Cédric Crémère, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1678 p., 57,50 euros (jusqu'au 30/6, après: 65 euros).

¹ Descartes et la France. Histoire d'une passion nationale, rééd. Hachette-Littératures, Pluriel, 2006. Sur le plan littéraire, on trouvera d'utiles considérations dans le travail classique de H. R. Jauss, *Pour une esthétique de la réception*, Gallimard, Tel, n° 169.

² La Gloire de Bergson. Essai sur le magistère philosophique, Gallimard, nrf-essais, 402 p., 22,50 euros.

³ Je reprends les mots de Jauss.

⁴ Rappelons ici l'ouvrage déjà ancien de J. Allan Hobson, *Le Cerveau rêvant*, Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines.

⁵ «Nous appelons ici intuition, dira Bergson cité par Azouvi, la sympathie par laquelle on se transporte à l'intérieur d'un objet pour coïncider avec ce qu'il a d'unique et par conséquent d'inexprimable».

De la nécessité d’une laïcité effective au Cameroun

Le terme de laïcité, inconnu en anglais, renvoie explicitement au cas français et c’est bien sur ce standard que s’appuie la perception commune des rapports entre religion et politique au Cameroun.

Le choix du qualificatif «laïque» pour désigner l’État, repris dans toutes les constitutions camerounaises depuis 1961, peut sans doute s’expliquer par l’influence de l’ancienne métropole.

Le Cameroun s’écarte pourtant nettement d’un tel modèle de séparation de l’Église et de l’État, donc de la «laïcité» au sens français du terme.

Rappelons simplement qu’à la veille du référendum constitutionnel de février 1960, le président Ahidjo affirmait, dans un appel à la nation, avoir «*placé le Cameroun sous la protection de Dieu que catholiques, protestants, islamisés et tous les Camerounais adorent, au sein de chacune de leurs religions ou de leurs croyances*». À la grande différence de la situation française, l’existence de Dieu constitue, sans nuance, un «dogme élémentaire» au Cameroun. La «laïcité» de l’État renvoie moins à une mise à l’écart du religieux par rapport au politique qu’à l’affirmation de l’existence d’un État «spiritualiste», transcendant néanmoins les discontinuités confessionnelles internes à la société camerounaise. Cette position du pouvoir central, pragmatique, résulte de la genèse d’un territoire dont les frontières coloniales ont englobé un ensemble de groupements ethnoculturels contrastés. Favoriser une Église (une communauté géoreligieuse) aurait conduit le pays à une explosion. La solution camerounaise n’est donc pas sans rappeler celle imaginée par les États-Unis: importance de la croyance en Dieu dans la fondation d’une morale commune mais neutralité théorique de l’État vis-à-vis des appareils religieux particuliers.

Collusion entre temporel et spirituel

Ceci renvoie au problème de la séparation entre pouvoirs temporel et spirituel, dont on sait qu’elle est très liée à l’histoire du christianisme. En Afrique subsaharienne, dans la droite ligne des théories religieuses «animistes» sur la «divinisation» du pouvoir, le chef de l’État continue souvent à polariser et manipuler un ensemble de forces spirituelles qui ne sont pas sans fonder sa puissance. Dans cette situation, le pouvoir pourrait difficilement ignorer et laisser se développer sans contrôle des appareils religieux qui sont à la fois entreprises de salut et machines à produire des communautés, donc des clientèles.

L’État camerounais a cherché à réguler l’expression du pluralisme religieux, moins en affirmant son extériorité vis-à-vis de la vie religieuse qu’en intervenant au sein de celle-ci, appuyant la «candidature» des dignitaires religieux les plus proches ou neutres vis-à-vis du pouvoir, ou invitant, suivant la règle de l’équilibre entre confessions, les leaders religieux à prendre place dans les manifestations publiques à caractère politique. Des alliances politico-religieuses plus partisans n’ont pas non plus manqué dans l’histoire du Cameroun, à commencer par la tentative d’islamisation du «Grand Nord» sous le premier président, Ahidjo, qui allait à l’encontre du principe laïque. Ne peut-on pas en outre se demander si l’apport encore considérable des structures confessionnelles à l’éducation des jeunes camerounais, véritable palliatif aux carences des services publics, n’empêche pas l’affirmation, au sein d’une

partie de la population, d’une éthique civique détachée de la morale religieuse? L’ordre privé confessionnel scolarise, dans le pays, près de six cent mille enfants, de la maternelle au secondaire, et continue de former une élite en se plaçant régulièrement dans le peloton de tête des meilleurs résultats aux examens. Les établissements religieux peuvent-ils réaliser le brassage culturel et culturel dans lequel se façonne l’expérience de la nation laïque?

Le maintien d’un système de cultes reconnus n’est pas non plus propre à favoriser la distanciation entre religions et État. Les lois sur les libertés publiques du début des années 1990 ont certes mis fin à l’époque des «forces religieuses subversives» mais sans que le statut juridique des associations religieuses soit profondément bouleversé¹.

Sur le terrain, il va sans dire que des centaines d’organisations confessionnelles déploient leurs activités en toute illégalité et en marge de toutes ces démonstrations, sans être pour autant dérangées par les pouvoirs publics — ce qui constitue bien sûr la grande différence avec cette époque où certaines confréries islamiques du Grand Nord étaient *personae non gratae* au Cameroun et où les jeunes prédicateurs «re-nés» filaient droit des lycées aux cachots. Sans autorisation, les Églises clandestines, en perpétuelle attente de régularisation, ne sont-elles pas au fond moins dérangeantes, contraintes qu’elles sont, de par leur statut précaire, à respecter une certaine discrétion dans leurs prises de position? La critique publique de l’ordre établi n’émane d’ailleurs pas d’elles mais d’acteurs religieux plus visibles et reconnus. Le cas du cardinal Tumi est bien sûr exemplaire. On continue de voir en cet homme d’Église, populaire et respecté pour son franc-parler, le plus farouche adversaire du Président Paul Biya alors que, paradoxalement, l’Église catholique passe pour être la plus proche du pouvoir. Géopolitique oblige: le «fief» historique de l’Église

catholique est à Yaoundé, cœur du pouvoir politique, et au sein du groupe ethnorégional du chef de l’État dont le cardinal ne fait pas partie...

Une laïcité variable

La difficulté à dissocier les facteurs religieux et politiques passe en effet également par le tournant de la géopolitique. L’interférence de la variable ethnorégionale dans le champ confessionnel s’explique par un relatif recouvrement spatial entre les territoires ethnorégionaux et les aires d’influence historique des grandes religions et Églises présentes de longue date au Cameroun. Vu sous cet angle, le territoire camerounais apparaît comme un espace composé d’entités ethnoculturelles ayant chacune répondu, à leur manière, au problème de la place de la religion dans la société comme à la possibilité d’une «dissidence» religieuse interne. Au sein de certains groupes, particulièrement dans le Grand Nord, changer de religion revient à changer d’entité ethnique et de langue. Le phénomène ne se limite pas à la foubéitisation² des convertis à l’islam. L’interférence avec le champ politique tient notamment au fait que les chefs administratifs ont hérité d’une double casquette, cumulant autorité politique et religieuse sur leurs sujets. Dans la moitié nord du pays, lamibé³ et sultans musulmans restent les personnalités centrales du maillage d’encadrement de base des populations. Si des non-musulmans court-circuitent habilement cette chefferie locale pour s’adresser directement au représentant de l’État «laïque» (sous-préfet ou préfet, souvent non-musulman mais pas toujours neutre religieusement), ils restent soumis aux rouages encore actifs d’un empire peul-musulman qui ne dit plus son nom. La laïcité du Grand Nord continue de faire question. Plus au Sud, le baptême chez les Douala, le catholicisme chez les Beti sont partie intégrante de la construction identitaire historique de ces groupes et expliqueraient en partie leur positionnement traditionnel vis-à-vis du pouvoir politique. Rares sont les groupes qui échappent à une force centrifuge de monolithisation socioreligieuse qui n’est pas sans rappeler le modèle au *cujus regio ejus religio* (ndlr: de la région, la religion) de l’Europe après la Réforme.

Une sphère religieuse incontrôlable

Ce tableau intemporel du paysage religieux le dispute aujourd’hui à un autre, aux lignes de force plus complexes et mouvantes. L’attractivité qu’exercent, au sein de la société camerounaise, les «nouveaux mouvements religieux» (sectes ésotériques ou orientalistes, vague pentecôtiste submergeant transversalement tout l’univers du christianisme, islam fondamentaliste travaillant une religion dont on s’était longtemps plu à souligner le caractère spécifiquement africain...) explique des phénomènes de dissidence collective ou individuelle auxquels aucun espace ethnoreligieux n’échappe.

Il s’ensuit une inévitable renégociation des allégeances, la logique de la conversion remettant partiellement en cause la géographie ethnorégionale des dénominations. Si celle-ci plaçait la variable ethnique à l’interface du religieux et du politique, la dynamique de conversion fonctionne davantage comme une réponse à l’insécurité, à la fois existentielle et générée par l’absence criante d’une offre de sens et de solution séculiers, insécurité également vécue comme coupure avec des leaders locaux, politiques ou religieux, jugés trop proches du pouvoir car cooptés par lui. Églises du réveil ou mouvements musulmans réformistes offrent des portes de sortie multiformes à cette crise, vécue tantôt comme un carcan: idéologies simples et cohérentes recomposées en contre-cultures; justification de la suppression de l’intermédiaire clérical, porteuse d’une relative démocratisation et individualisation; structures sociocaritatives de substitution à l’offre étatique; nouveaux réseaux d’ascension sociale et de captation des ressources, etc.

Sans toujours afficher des objectifs politiques clairs, la mouvance pentecôtiste, tout comme l’islam réformiste, travaille à une profonde remoralisation de la société, à une reconquête religieuse et sociale sur fond de critique acerbe à l’égard des «Églises reconnues». Au plan quantitatif, le poids de ces nouvelles religiosités dans la société reste difficile à établir. Pour la seule ville de Douala, on a dénombré trois cent quinze lieux de prières appartenant à cent neuf dénominations différentes, se retrouvent dans toutes les villes et tous les villages du Cameroun. Pour s’implanter concrètement sur le terrain,

les acteurs religieux contournent largement l’intermédiaire étatique ou la chefferie locale, se déclarant fréquemment comme simples associations ou ONG et achetant des parcelles ou des maisons privées à des particuliers, rapidement transformées en églises, mosquées, centres culturels, scolaires ou caritatifs, parfois par simple apposition d’une pancarte sur la devanture. La rupture vis-à-vis de la logique des «territoires confessionnels» est évidente.

Les nouveaux mouvements religieux opèrent dans un territoire fluide, transethnique et translinguistique. La privatisation de l’espace du religieux n’empêche pourtant pas bon nombre de ces groupements culturels d’utiliser les infrastructures publiques, laissées à leur disposition pour leurs activités: campagnes d’évangélisation dans les stades, retraites spirituelles dans les locaux des partis politiques, clubs islamiques dans les lycées publics, distributions de tracts dans les amphithéâtres des universités, prêches dans les salles d’attente des hôpitaux...

La spécificité des nouveaux acteurs religieux réside dans leur mobilité, sinon dans leur immatérialité croissante. C’est par satellite que l’on suit les prêches du fondateur nigérian d’une Église pentecôtiste anglophone qui a essaimé de Douala à Maroua. Aucun groupe n’est véritablement responsable de la diffusion des tee-shirts à l’effigie de Ben Laden sur tous les marchés des villes camerounaises. L’État aura assurément de plus en plus de mal à contrôler une sphère religieuse qui n’est plus seulement composée d’Églises et d’associations religieuses aux acteurs personnalisés et localisables, aisés à appréhender.

La laïcité paraît finalement traversée au Cameroun par un double clivage, entre la définition juridique et théorique du terme et l’application effective du principe, mais aussi entre un complexe politico-religieux solidifié au cœur du pouvoir et des mouvements religieux de fond, de nature à faire exploser les cadres moraux et sociaux en place ou, simplement, à s’adapter remarquablement à leur explosion. Ne serait-ce pas, au bout du compte, le triomphe de la laïcité? ■

Pierre Alex Mbom
Stagiaire au CIERL-ULB

Au sein de certains groupes, changer de religion revient à changer d’entité ethnique et de langue.

1 Par la loi du 19 décembre 1990, celles-ci restent soumises à la procédure de la demande d’autorisation, prononcée par décret du Président de la République après dépôt de dossier au ministère de l’Administration territoriale, à la différence des autres associations, placées sous le régime de la simple déclaration.

2 Le foubé est la langue du peuple Peul. Au Cameroun, presque tous les musulmans parlent le foubé. C’est la religion des nordistes. Pour se convertir à l’islam au Cameroun, on se trouve obligé d’apprendre le foubé pour s’intégrer facilement. C’est ce processus de socialisation que j’ai appelé «foubéitisation».

3. Chefs traditionnels, auxiliaires de l’administration.

Chemin des étoiles, chemin de liberté

Espace de Libertés, vingt ans après...

C'est en juin 1987 que sortait le premier numéro d'*Espace de Libertés*. Une révolution dans le milieu des publications laïques belges et étrangères. C'était une révolution par la forme: l'illustration d'abord en noir et blanc et ensuite en couleur, avec une iconographie axée sur les arts plastiques. Seule une revue humaniste anglaise lui est comparable.

C'était aussi une volonté de traiter de sujets généraux de société. Le tout visait un public consciemment laïque, militant «carté» ou strictement indépendant.

Depuis, 204 numéros mensuels et 16 documents ont été publiés, soit environ 8 000 pages. Si ce numéro porte sur sa couverture le chiffre 354, c'est parce que le premier numéro a été baptisé 151 pour faire suite au Bulletin du CAL. Nous en sommes au troisième logo, et le graphisme a évolué pour répondre aux exigences de mise en page et de lisibilité.

Depuis longtemps, presque depuis l'origine, le contenu est stable dans sa nature et dans son esprit (ou alors l'évolution est inconsciente). Depuis quelques années, des journalistes professionnels se sont joints aux bénévoles laïques, aux universitaires, aux experts.

Nous ne projetons aucun changement notable de la ligne éditoriale, mais nous savons bien qu'Internet est là et sera davantage présent demain. Aujourd'hui, on peut consulter en ligne les sommaires du dernier numéro et les articles des numéros antérieurs. Mais nombreux sont ceux qui n'achètent plus les journaux et les magazines. Ils les consultent sur écran quotidiennement, hebdomadairement ou mensuellement. C'est un nouvel univers qui se prépare et nous nous y préparons.

Nous espérons que l'image de marque et la teneur d'*Espace de Libertés* nous permettront de passer du statut d'entreprise de presse papier à celui d'entreprise qui produit du contenu, disons journalistique laïque¹.

Mais Internet, ce n'est pas seulement mettre en ligne ce qu'on faisait sur papier. C'est s'exprimer autrement. Nous le ferons pour être davantage présents dans la société, avec nos idées. ■

P. D.

1 Cf. Pascale Santi et Laurence Gérard, «La presse magazine à l'aube de profonds bouleversements», *Le Monde* du 25 avril 2007.

Ou comment les esclaves fugitifs trouvaient le chemin de la liberté...

Le ciel de l'été nous propose, quand les conditions climatiques le permettent, de voir tard dans la soirée un triangle d'étoiles brillantes. Haut dans le ciel, la blanche Véga au sommet d'un pentagone formé de deux doublets d'étoiles un peu moins lumineux. On racontait jadis qu'il s'agissait de la Lyre qu'Orphée avait jetée aux cieux après avoir perdu son Eurydice.

Tourné vers le Sud (c'est-à-dire le couchant à sa droite), on voit, un peu plus bas, une croix latine dont la plus brillante étoile Deneb (le croupion) termine le bras le plus court. Les anciens y voyaient un cygne plongeant vers l'horizon, col étiré et ailes déployées. Il se pourrait que ce fût Jupiter en personne, transformé en Cygne pour séduire plus aisément Léda.

Enfin, encore plus bas, un trio d'étoiles dont la centrale plus brillante est Altair, la tête de l'Aigle, sans doute celui qui rongea le foie de Prométhée, puni pour avoir révélé aux humains quelques secrets réservés aux dieux. Les plus imaginatifs verront à ses pieds une construction de trapèzes et de triangles où les Anglo-Saxons très portés sur le «*break for tea*» croient reconnaître une théière (*teapot*). Les Grecs préféraient y voir un mythique Sagittaire, moitié cheval, moitié archer. Plus ressemblant, à sa droite sur l'horizon, une griffe émergeant d'une brillante étoile rouge, Antarès, et prolongée au midi par une queue et un dard: le Scorpion.

Mêlée à ces constellations, dégringolant du zénith, divisée dans le Cygne en deux branches lumineuses et s'élargissant dans le Sagittaire, il y a la Voie lactée. Prodigieuse accumulation d'étoiles faibles, de nuées opa-

lescentes et de nuages sombres, elle constitue la partie la plus visible du vaste système d'étoiles dont le système solaire fait partie, la Galaxie. Cent milliards d'étoiles représentent quelques pour cent seulement de sa masse totale formée de gaz et de poussières invisibles. C'est là que naissent en se condensant les jeunes étoiles, c'est là aussi que les plus grosses, d'abord, et les plus vieilles, ensuite, finissent par exploser et restituer à l'espace leur matière enrichie par la fournaise nucléaire.

La Voie lactée, avec toutes les étoiles dites «fixes», est entraînée par le mouvement diurne qui fait se lever et se coucher tous les astres. En fin de nuit d'été, elle a glissé vers l'Ouest. Au Moyen-Âge, les pèlerins quittaient nos régions pour se rendre en Galice espagnole faire quelques dévotions à Saint-Jacques-de-Compostelle. Ils se levaient à l'aube. Le «Chemin de Saint-Jacques», formé de millions de petits luminaires, leur indiquait la direction à prendre.

Avec les étoiles pour guide

Un autre chemin que «le chemin d'un village» ou celui des espaces célestes a joué un rôle dans l'histoire des hommes. C'est le «che-

min de la liberté». Au début du XIX^e siècle, l'esclavage pèse lourdement sur les Noirs cruellement importés par dizaines de milliers depuis les côtes d'Afrique vers la Louisiane, le Mississippi et le Missouri notamment. De nombreux esclaves fugitifs tentent de remonter vers les États industriels du Nord pour échapper à leur condition servile et trouver la liberté du prolétaire salarié et sous-payé. Ils suivent les rives des fleuves, traversent les rivières Tennessee et Ohio et arrivent enfin dans le Kentucky où ils emprunteront la ligne ferrée vers Chicago ou Fort Wayne. Des passeurs les guident. À la moindre alerte, il faut se dissimuler et se débrouiller seul. Ils se déplacent de nuit et les étoiles les guident! Les colons sont impitoyables avec cette main-d'œuvre faite à leurs yeux de sous-hommes.

Que voit-on de remarquable au Nord? Après le solstice d'hiver, la Grande Ourse, facile à distinguer, vient de trotter sur l'horizon et se relève. Sa queue pointe sur l'horizon la direction du Nord géographique: celle de la liberté. Nos ancêtres celtes voyaient plutôt un chariot dans les sept étoiles qui en constituent l'armature: quatre

roues, un timon figurant la queue et un conducteur (Alcor, la petite voisine de l'avant-dernière Mizar). Dans les campagnes de France, on lui trouve avec raison une ressemblance avec un poêlon dont le manche est la «queue-timon». Les Africains en cavale y voyaient une «gourde bue à la régale». Un peu en retrait, le haut de la constellation du Bouvier esquissait un torse et la Couronne boréale une tête à la bouche ouverte. Dans les sordides cases-dortoirs à esclaves se chantonait une comptine qui les aidait à mémoriser le chemin de la liberté (voir ci-contre).

Ce chant de liberté (librement traduit de l'anglais) a été entendu par le folkloriste H.B. Parks, fredonné par des descendants d'esclaves vers 1912 en Caroline du Nord. Il fut réentendu en 1913 à Louisville (Kentucky) où commençait la ligne d'un *railway*. Vers 1918, des Texans en donnèrent la signification. Le passeur était un charpentier du nom de Peg Leg Joe. En hiver, les rivières se traversaient sur la glace. Les collines marquaient la séparation du bassin de la Tombigbee River descendant vers le Sud et de la Tennessee River qui coulait d'Est en Ouest, puis remontait vers l'Ohio et le bassin supérieur du Mississippi. La balade fait plus de 800 kilomètres jusqu'à Dawson, terminus de la ligne menant à Chicago.

Chemin de liberté, voie des illusions et d'un espoir inaltérable. ■

André Koeckelenbergh

Lorsque revient le Soleil
Et qu'appellent les caillies
Suis la gourde à boire.
Le vieil homme n'attend plus
Pour te conduire à la liberté
Si tu suis la gourde à boire.
La berge fait une bonne route
L'arbre mort te montrera
Le chemin à gauche
En avant du pied de Poe
Mets-toi en route
Suis la gourde à boire.
La rivière se termine
Entre deux collines
Suis la gourde
Il y a une autre
Rivière, au-delà
Suis la gourde.
Lorsque le fleuve
Rejoindra son affluent
Suis la gourde.
Le vieil homme n'attend plus
Pour te conduire à la liberté
Si tu suis la gourde.

Bibliographie

Revue *Sky and Telescope*, février 1995.

L'État de la réforme

En Belgique, on ne peut se départir de l'impression qu'une réforme chasse l'autre¹.

La réforme, que le *Littré* définit comme «une action visant à ramener à une forme antérieure ou à donner une forme meilleure» devient alors «la question centrale de l'État... et le destin de toute réforme est alors au mieux d'être considérée comme réformatrice et au pire comme pernicieuse»².

Ainsi, après le 10 juin, des négociations communautaires vraisemblablement longues et tendues vont se dérouler. Dans l'attente des résultats, il n'est peut-être pas inintéressant de revenir sur certaines pistes de réflexion évoquées dans la presse flamande ces six derniers mois.

Ainsi au début de l'année, Filip Rogiers dressait dans *De Morgen*³ quelques constats et une comparaison par rapport aux réformes institutionnelles précédentes. Or, le contexte est tout différent et truffé de nombreux facteurs inconnus. Il affirmait notamment que nous sommes conditionnés

par les réformes précédentes alors que les conditions ont changé: Yves Leterme et Elio Di Rupo sont ministres-présidents des entités fédérées, ce qui signifie donc qu'ils ne se côtoient pas dans les cénacles fédéraux.

Or, jusqu'à présent, les architectes de la Belgique fédérale (Jean-Luc Dehaene, Wilfried Martens, Philippe Moureaux) se rencontraient au niveau fédéral en dépit ou nonobstant certaines gesticulations des Ministres-Présidents...

Les réformes précédentes ont donné une autonomie accrue aux régions et communautés et ont rendu possible la formation de gouvernements asymétriques, ce qui est le cas depuis 2004. En conséquence le CD&V n'a pas d'équivalent au sein du comité de concertation, ce qui induit un durcissement des positionnements entre partis flamands et le déplacement du centre de gravité vers la Flandre.

Cette autonomisation a eu pour effet un éloignement des opinions

publiques (les récentes initiatives médiatiques conjointes le pallieront-elles?). Faut-il pour autant y voir malice? L'autonomie accrue et la proximité contribuent grandement à cette évolution. Mais celle-ci pose toutefois la question de savoir si des passerelles existent encore, si les hommes politiques prennent encore la peine de voir ce qui se passe de l'autre côté de la frontière.

Un autre effet secondaire des diverses réformes de l'État belge est celui posé par l'équivalence des normes: les lois des diverses entités peuvent se contredire mais il est impossible d'établir une hiérarchie entre elles, ce qui peut mener à une impasse comme celle des nuisances sonores, par exemple.

L'absence de système fédéral électoral et de circonscription unique⁴, partielle ou non, pousse également à une logique de confrontation, mise en scène ou non. Ainsi, le duel Leterme-Di Rupo, par médias interposés mais aussi face à face sur une chaîne de télévision privée (une première!) prend peut-être plus les allures d'un match de catch que celles d'un match de boxe. Du spectacle et du bruit mais pas de coups réellement douloureux: «en d'autres termes, Yves Leterme est-il une bénédiction pour Di Rupo et inversement?»⁵.

Cette logique de confrontation occulte quelques questions essentielles: «le réel ressort de la réforme de l'État»⁶ sera-t-il le financement de l'État plutôt que les résolutions du parlement flamand? Le contentieux communautaire est-il instrumentalisé à des fins socioéconomiques différentes? L'objectif réel est-il d'obtenir un meilleur fonctionnement de l'État?

Tant de nouveaux facteurs, un tel ordre du jour surchargé et si peu de contacts préalables: où cela va-t-il aboutir? Un gouvernement de transition pour ficeler une réforme et revenir à des élections fédérales en même temps que les régionales?

Ce rejet de l'asymétrie ne constituerait-il pas alors, en soi, un constat d'échec de notre modèle fédéral? Peut-être, mais c'est un autre débat. ■

Olivier Starquitt

Bouddhisme: moins une orthodoxie qu'une orthopraxie

Avec leur nouvelle collection, qui à ce jour compte trois titres, les éditions Luc Pire nous proposent une tribune d'où des personnalités engagées sur une voie spirituelle, religieuse ou philosophique livrent leurs convictions, expliquent leur cheminement et exposent la tradition à laquelle ils adhèrent. Après la profession de foi d'un athée (Marcel Bolle De Bal - *Ndlr: qui sera évoqué ultérieurement dans ces*

Véhicule)³. Sans s'appesantir sur les diverses formes que le bouddhisme a pu revêtir au long de son histoire en Orient, le livre survole les grandes étapes de la découverte du bouddhisme en Occident⁴ et tente de définir le statut du message de Bouddha sous nos latitudes: en regard des religions abrahamiques, c'est «une spiritualité non théiste» et en regard de l'humanisme des libres penseurs «une re-

demment évincé. Dommage. Second bémol: les pages, trop sommaires, consacrées aux points communs entre bouddhisme et économie ainsi qu'entre bouddhisme et science (physique quantique, neurobiologie, etc.) m'ont semblé la partie la plus faible du livre. On y lit ainsi, non sans sursauter, que «les personnes qui adhèrent à une des grandes religions vivent plus longtemps, sont moins sujettes à l'infarctus cérébral et aux affections cardiaques et bénéficient d'un meilleur fonctionnement de leur système immunitaire». Athées, agnostiques et autres mécréants laïques, vous voilà prévenus! En tout état de cause, il en faudrait davantage pour convaincre le lecteur du bien-fondé d'une affirmation comme celle-ci: «la science occidentale tire des conclusions qui se rapprochent des enseignements du Bouddha ou qui les confirment».

Le livre se termine par un aperçu de la situation du bouddhisme dans divers pays d'Europe. Cette Europe dont les assises judéo-chrétiennes ne sont pas parvenues à lui procurer épanouissement et sérénité (cela se saurait!) va-t-elle finalement parvenir au Nirvana grâce au message de Bouddha? C'est le vœu (pieux) de l'auteur qui estime qu'enfin «l'ère du moi tire à sa fin». Personnellement, j'aimerais le croire, car loin de réduire le bouddhisme à un fatras de superstitions comme le font certains dans nos milieux laïques, j'avoue être de ceux qui se réjouissent du succès du bouddhisme dans notre Occident. Depuis que celui-ci a malencontreusement tourné le dos à l'épicurisme et au stoïcisme —ce que l'Antiquité finissante avait produit de mieux en matière de philosophie—, ne souffre-t-il pas d'une carence de sagesse et de spiritualité bien dommageable? Que si. Voilà pourquoi le livre de F. Goetghebeur mérite le détour. ■

Xavier De Schutter

© M. C.

Le bouddhisme continue de susciter l'intérêt des Occidentaux.

colonnes) et l'engagement d'un chrétien (Pierre de Loch), c'est au tour de Frans Goetghebeur¹ de signer un opuscule sur le bouddhisme. Président de l'Union bouddhique belge (UBB), qui a récemment déposé une demande de reconnaissance auprès des autorités de notre pays², l'auteur est depuis trente ans l'un des principaux acteurs de l'implantation du bouddhisme en Belgique.

Le livre ne s'adresse pas aux intellectuels amateurs de métaphysique orientale mais plutôt au large public occidental dont l'intérêt à l'égard du bouddhisme n'est plus à démontrer. À côté des trois «écoles» bouddhiques —*Hinayana* (Petit Véhicule), *Mahâyana* (Grand Véhicule) et *Vajrayâna* (Véhicule tantrique)—, on assiste en effet de nos jours à l'émergence d'un bouddhisme occidental que l'on pourrait qualifier de *Navayâna* (Nouveau

ligion non confessionnelle». L'enseignement de Bouddha lui-même est présenté comme une somme de recommandations et «de conseils pratiques valables dans la vie quotidienne». Car le bouddhisme étant moins une orthodoxie qu'une orthopraxie, «il s'agit moins de théorie que d'exercices». En l'occurrence, l'exercice au quotidien se nomme méditation, une pratique visant à «déceler et affaiblir les habitudes égocentriques» afin de se débarrasser des émotions perturbatrices et de réaliser sa bouddhéité en devenant un «éveillé».

Le lecteur a été averti qu'il n'y aurait point de théorie. On aurait cependant apprécié que le livre aborde l'épineuse question de la réincarnation, croyance que le bouddhisme a héritée de l'hindouisme dont il est issu. Mais le sujet —qui heurte le scepticisme de bon aloi— est pru-

Le Master en éthique de l'Université Libre de Bruxelles: un outil professionnel et critique pour agir de manière juste et responsable

Ouvert dès *septembre 2007*, ce Master en éthique de deux ans permet d'acquérir les connaissances fondamentales en éthique, d'apprendre à appliquer ces connaissances à travers l'analyse de cas et de questions d'actualité, de se former à la transdisciplinarité en suivant des cours issus de plusieurs facultés et instituts de l'ULB, de bénéficier d'une formation de pointe et d'une réflexion sans cesse actualisées grâce à l'invitation de spécialistes belges et internationaux en éthique appliquée.

Le Master propose *trois options*:

- **l'option «Bioéthique»:** dimensions éthiques des savoirs et pratiques liés aux domaines de la médecine, des soins de santé et des biotechnologies;
- **l'option «Développement, environnement et économie»:** questions éthiques soulevées par le développement durable, le fonctionnement de l'entreprise, la mondialisation, les prises de décision s'opérant dans ces différents cadres;
- **l'option «Droit, médias et politique»:** problèmes éthiques associés aux institutions européennes et internationales, aux droits de l'Homme, aux procédés de communication et de persuasion dans l'espace public, etc.

Ce Master est directement accessible aux bacheliers en philosophie et ouvert aux autres diplômés après décision de jury.

Renseignements: gpinsart@ulb.ac.be - ddefosse@admin.ulb.ac.be - 02 650 26 28/46 29
Programme: <http://www.ulb.ac.be/catalogue/phil/MA-ETHI.html>

¹ Frans Goetghebeur, *Le bouddhisme. Une spiritualité pour demain?*, Éd. Luc Pire, 2007 (118 pages).

² À l'heure où la ministre des cultes Laurette Onkelinx espère présenter le projet de loi reconnaissant le bouddhisme (mais le gouvernement flamand rechigne à donner son aval), le Forum hindou de Belgique (FHB) pose lui aussi sa candidature à cette même reconnaissance.

³ Cf. Xavier De Schutter, *Le bouddhisme, une sagesse pour notre temps*, dans *La Pensée et les Hommes*, 25 (1994), p. 103-112.

⁴ À qui veut en savoir plus sur le sujet, je recommande chaleureusement le remarquable ouvrage de Frédéric Lenoir, *La rencontre du bouddhisme et de l'Occident*, Fayard, 1999.

Image et caricature de Dieu

François Bœspflug est dominicain et professeur à la Faculté de Théologie catholique de l'Université de Strasbourg. Depuis plusieurs décennies, il travaille sur la question de l'image, de la représentation de Dieu.

L'affaire des caricatures danoises de Mahomet ayant rendu brûlante la question, il a rassemblé ses idées sur l'image de Dieu dans les trois religions du Livre, en y ajoutant cinquante pages sur la caricature de Dieu et le blasphème, dans un assez bon livre de synthèse et de réflexion¹.

Les réticences de l'islam à la représentation divine et humaine sont notoires. Les exceptions existent, comme l'humour et la facétie mais pas à l'encontre de la religion et de ses prophètes. La caricature est indubitablement une rareté en pays d'islam, sauf à l'encontre d'Israël.

Le judaïsme ne réserve guère un meilleur sort à l'image de Dieu. Chagall lui-même ne le représente que par un signe conventionnel. Si l'on s'en tenait absolument à une vue purement philosophique de la religion, cela pourrait se défendre mais dans la réalité de la pratique religieuse, tout cela est fort illusoire, voire sectaire.

Le christianisme au fond s'est trouvé devant un autre problème puisque Jésus ayant une double nature, divine et humaine, son humanité n'a non seulement pas été représentée, mais elle a constitué

une part essentielle et originale du christianisme. Mais, à partir du XII^e siècle, la représentation du Père sous forme humaine se répand.

Sur la légitimité des caricatures de Dieu, des dessins blasphématoires, François Bœspflug est ambigu. Il est un partisan plus clair de la liberté que de nombreux théologiens. Il n'hésite pas à relever les incohérences des hauts responsables de l'Église. Ainsi quand Mgr Santier, avec opportunisme, déclare à propos des caricatures danoises: «*Je comprends que des musulmans aient été blessés*», il n'oublie pas de répliquer que la caricature du Christ, elle, est aujourd'hui ordinaire en Occident et de rappeler aux responsables de taire la tradition libertaire de l'Europe.

Pour le reste, sa position est traditionnelle chez les religieux: il serait fou de ne pas tenir compte du ressentiment du monde musulman et il faut laisser à leur fatalisme ceux qui pensent qu'il est trop tard et «*qu'il n'y aura pas d'autre issue qu'une déflagration calamiteuse*».

L'image de Dieu et sa caricature sont bien des éléments de la question du choc des civilisations, spéciale-

ment dans un monde où l'image prend de plus en plus le pas sur les mots. La liberté à cet égard est l'une des marques de la modernité. Les deux sont profondément originales. Mais originalité et rareté ne sont pas des tares. ■

Patrice Darteville

C'est une particularité du christianisme. Mais entre la représentation et la caricature ou le blasphème, il y a de la marge.

On ne peut en douter, la rupture est opérée par Félicien Rops. François Bœspflug l'explique longuement. Que ce soit à travers *La Tentation de saint Antoine* (1878) ou quand, sur la croix, le crucifié est remplacé par une femme plantureuse, la frontière est définitivement (?) franchie.

© Musée provincial Félicien Rops

Félicien Rops, Étude pour la Tentation de Saint-Antoine - Héliogravure, aquatinte et pointe sèche sur papier - Collection du Ministère de la Communauté française de Belgique.

1 François Bœspflug, *Caricaturer Dieu? Pouvoirs et dangers de l'image*, Paris, Bayard, 2006, 223 pp., ± 13 euros. Compte rendu d'Olivier Christin dans *Le Monde* du 22 septembre 2006 et interview par William Bourton dans *Le Soir* du 8 novembre 2006.

Les ouvertures du WIELS

Depuis le 27 mai, la Région de Bruxelles-Capitale dispose enfin d'un Centre d'Art contemporain, le Wiels à Forest. Ce lieu d'envergure dirigé par Dirk Snauwaert et Anne Pontégnie a pour objectifs la production et/ou la diffusion d'œuvres ou d'expositions accompagnées d'un travail de réflexion sur des pratiques de référence ou émergentes. Mais pas seulement. Petite taxinomie sur le thème des ouvertures ...

... ouvertures des portes, des fenêtres

Le bloc d'angle des Brasseries Willems-Ceuppens a pris le nom de son architecte, Adrien Blomme (1878-1940). Après travaux, le «blomme» a retrouvé son allure initiale, mixant des principes dérivés du Style international et une monumentalité adoucie par des détails Art déco. La volumétrie de base plutôt «cubique» est divisée en strates auxquelles des percements très expressifs confèrent une extraversion inhabituelle pour un bâtiment industriel. Fenêtres en bandes et baies verticales en rythme saccadé rappellent que l'endroit a été un emblème du capitalisme brassicole: enseigne, théâtre et monument. Enseigne, par la situation d'entrée de ville. Théâtre, avec une salle de brassage scénographiée comme fait urbain. Et monument-charnière entre un fragment d'urbanisme léopoldien et une emprise ferroviaire doublée d'une zone d'activités.

... ouvertures par tranches

La nécessité d'un centre d'art important remonte à une quarantaine d'années. C'est une opportunité immobilière qui a permis d'opter pour cet endroit, à l'initiative d'un groupe constitué en asbl rapidement contraint au parcours du combattant pour obtenir reconnaissance et moyens. Le classement a enclenché la remise en état (arch. Art & Build), mais avec des as-

treintes patrimoniales fortes. Le statut d'institution publique co-communautaire et la nécessité d'apports privés ont donné au financement un côté *work in progress*, avec montée en puissance d'autant plus progressive que des difficultés techniques ont pesé sur le calendrier. La date du 27 mai était impérative pour l'ouverture au public, mais les activités de production artistique avaient démarré en plein chantier avec la commande d'une œuvre à Simon Starling, Turner Prize 2005. Au-delà de l'inauguration, le café-restaurant et la librairie s'ouvriront dans la salle des cuves en septembre. Tous les espaces d'exposition fonctionneront en décembre. Enfin, au printemps 2008, ateliers, abords et terrasse supérieure seront opérationnels.

... ouvertures du projet culturel

Avec une programmation diversifiée —sur base de six expos par an—, le Wiels est plus qu'un lieu sur le modèle de la Kunsthalle. Excentré, il s'est donné d'autres missions pour son ancrage local et son pouvoir d'attraction. Un programme de résidences d'artistes est lancé, au rythme d'une dizaine par an. Les activités complémentaires seront nombreuses: projections, concerts, conférences, festivals, workshops. Des formations seront développées en matière de pédagogie ou de médiation. La dimension socioculturelle ne sera pas en reste, avec

© Jan Kempenaers

Le «blomme», 77 ans après sa première ouverture.

pour objectif l'insertion professionnelle. Sans oublier la valorisation patrimoniale du site. Une équipe d'une douzaine de personnes est entrée en action pour la première saison.

... ouvertures officielles

Cinq axes sous-tendent la politique d'exposition: monographies de jeunes artistes, monographies inédites d'artistes importants des trente dernières années, expositions thématiques participant de débats d'idées, invitations à de jeunes commissaires et reprises ou coproductions. Les manifestations d'ouverture comprenaient une installation de Marcel Berlanger (4-28 mai), l'exposition «Expats/Clandestines, avec Francis Alÿs, Gâbriel Kuri, Nairy Baghramian, Moshekw Langa, Saâdane Afif, André Cadere et Chen Zhen, sur la question des identités plurielles face aux lignes de démarcation et aux migrations (25 mai-4 août), la présentation de trois films courts demandés à Ann Veronica Janssens, Hiraki Sawa, Paulina Ołowska & Bonnie Camplin, ainsi que musiques, performances et visites guidées. Sont annoncées ensuite une rétrospective de Mike Kelley (7 déc.-8 mars) et une installation de Yayoi Kusawa (13 sept.-18 nov.).

... ouvertures tardives

Si le parking n'est pas évident dans le secteur —une opération immobilière contiguë apportera peut-être une solution—, il faut signaler que les horaires sont adaptés aux nécessités de la vie professionnelle, à savoir fermeture à 19h et nocturne le vendredi jusqu'à 22h. Assez rare pour être souligné. ■

Raymond Balau
Architecte urbaniste

Pour en savoir plus, le site www.wiels.org a été mis à jour. Le logo a été conçu par Sara De Bondt.